

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

28 JUIN 2018

TOME I/II

Séance du 28 juin 2018

Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Numéro de page
	Convocation	2018/954
	Ordre du jour Conseil municipal	2018/955
	Emargement des Elus	2018/960
	Compte-rendu du Conseil municipal	2018/965
	Partie délibérations	
V2018-178	Exercice 2017 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier et Compte de Gestion	2018/977
V2018-179	Règlement Budgétaire et Financier - Ville de Montpellier	2018/981
V2018-180	Convention de services comptables et financiers 2018	2018/983
V2018-181	Approbation du Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) Année 2017	2018/985
V2018-182	Zone d'aménagement concerté EAI - Dossier de réalisation de la ZAC - Approbation	2018/988
V2018-183	Zone d'aménagement concerté EAI - Programme des équipements publics - Approbation	2018/993
V2018-184	Zone d'aménagement concerté EAI - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M sur les modalités de remises d'ouvrages et les participations financières liées au volet eau potable en dehors du périmètre de la ZAC - Approbation - autorisation de signature	2018/997
V2018-185	ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Lot 4a1 - SAS "Campus créatif"	2018/1001
V2018-186	ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot n°6bis A - "ACM Habitat"	2018/1004
V2018-187	Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux à l'avenue Georges Clemenceau	2018/1006
V2018-188	Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Préemption du fonds de commerce 26 rue du Faubourg du Courreau - Rétrocession à la Société l'ARBRE BLEU 2 - Création d'une épicerie bio et bar à jus	2018/1009

V2018-189	Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Prémption du fonds de commerce 38 rue du Faubourg du Courreau - Rétrocession à Messieurs BRUNI et PAUL - Création d'un restaurant italien avec épicerie fine	2018/1012
V2018-190	FONCIER - Retrait de 7 lots de la copropriété n°8 du Petit Bard appartenant à la Ville de Montpellier	2018/1015
V2018-191	Régularisation foncière - Cession de la parcelle HK 327 à la copropriété du Polygone	2018/1017
V2018-192	MONTPELLIER GRAND COEUR - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions	2018/1019
V2018-193	Stationnement Payant sur Voirie - Convention de gestion des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) en cycle complet	2018/1023
V2018-194	Protocole du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne de l'Hérault	2018/1025
V2018-195	Convention de partenariat avec la CAF sur le contrôle des critères de décence dans le logement	2018/1028
V2018-196	Convention organisation activités Sécurité Routière 2018 - 2019 Interventions Police Municipale - Ecoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier	2018/1030
V2018-197	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier Gestion de la Maison de la Justice et du Droit de Lattes et dispositif Travaux d'Intérêt Général / mesure pénale de réparation - Autorisation à signer la convention	2018/1032
V2018-198	Intervention d'agents de la Police Municipale - Escortes équipes joueurs MHSC et visiteurs - Autorisation à signer la convention d'indemnisation	2018/1035
V2018-199	Intervention d'agents de la Police Municipale dans le cadre du festival Family Piknik 2018 -Autorisation à signer la convention d'indemnisation	2018/1037
V2018-200	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE - Exercice 2018	2018/1039
V2018-201	Mise à disposition de salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit	2018/1042
V2018-202	Nouvelle Organisation des temps scolaires et des temps périscolaires - Projet Educatif de Territoire (PEdT)	2018/1045
V2018-203	Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de réussite éducative (PRE)	2018/1048
V2018-204	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORT - Exercice 2018	2018/1050
V2018-205	Partenariat sportif Ville de Montpellier - Associations - Reconduction de l'Appel à Projets pour l'année 2019	2018/1052
V2018-206	BEACH SOCCER - TERRAIN GERARD BIANCHI - Quartier Près d'Arènes - Demande de subventions	2018/1054
V2018-207	Attribution de subventions - Appel à projets Eté à la Mosson Ville de Montpellier - Associations sportives - Exercice 2018	2018/1056
V2018-208	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018	2018/1059

V2018-209	Convention-mémoire entre la Ville de Montpellier et l'Ecole Sup Agro de Montpellier - Projet d'étudiants ingénieurs 2018	2018/1062
V2018-210	Observatoire de l'Immobilier du Commerce - Convention 2018-2022 - Autorisation de signer	2018/1064
V2018-211	Réhabilitation de la Chapelle de la Résurrection dans la Cité Gély - Demande de subventions	2018/1067
V2018-212	Cinéma Nestor Burma Adhésion à l'Agence pour le Développement Régional du Cinéma	2018/1069
V2018-213	Théâtre Jean Vilar et autres établissements culturels Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des crédits Politique de la Ville	2018/1071
V2018-214	Festival Family Piknik - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Moovment Event	2018/1074
V2018-215	Culture et Patrimoine - Attribution de subventions à des associations culturelles - Exercice 2018	2018/1076
V2018-216	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018	2018/1079
V2018-217	Représentation de la Ville de Montpellier aux demi-finales et finales de la Champions League de Handball, à Cologne, en Allemagne, du 26 au 28 mai 2018	2018/1081
V2018-218	Participation de deux artistes montpelliérains au Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles à Chengdu du 25 juillet au 31 juillet 2018	2018/1083
V2018-219	Participation de la Ville de Montpellier à la 6ème Rencontre des Villes Jumelées et Amies de Fès ainsi qu'au Forum économique Fès Meknès du 27 au 30 juin 2018	2018/1085
V2018-220	Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King	2018/1087
V2018-221	Approbation du rapport de la CLETC en date du 29 mai 2018	2018/1091
V2018-222	Montant des attributions de compensation provisoires 2018 de la Ville de Montpellier	2018/1093
V2018-223	Autorisation accordée à la Trésorerie Municipale dans le cadre du recouvrement des recettes de la Ville de Montpellier	2018/1097
V2018-224	Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération n° V2017-452	2018/1099
V2018-225	Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances	2018/1103
V2018-226	Mise à disposition des salles municipales à tarif réduit ou gratuit	2018/1105
V2018-227	Hôtel Baudan de Varennes - Hôtel Baschy-du-Cayla Autorisation de classement au titre des Monuments Historiques	2018/1111
V2018-228	Contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - 19 rue Lallemand Autorisation de signer le contrat de location	2018/1113
V2018-229	Marché de maintenance des véhicules et marché de contrôles réglementaires pour véhicules. - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	2018/1115

V2018-230	Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 4 - Autorisation de signature	2018/1117
V2018-231	Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturel "Montpellier Contemporain"	2018/1119
V2018-232	Mises à disposition de deux agents de catégorie C auprès d'un service commun de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier	2018/1121
V2018-233	Mises à disposition de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du service Énergie de la Ville de Montpellier	2018/1123
V2018-234	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction du Protocole et de l'Évènementiel - Modification - Autorisation de signature	2018/1125
V2018-235	Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville	2018/1128
V2018-236	Convention de partenariat portant mise en œuvre des séances du comité médical et de la commission de réforme - Approbation	2018/1130
V2018-237	Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile	2018/1133
V2018-238	Modification des modalités d'indemnisation des astreintes et interventions	2018/1135
V2018-239	Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 03 mai 2018	2018/1138
	Partie décisions	
	Synthèse des décisions	2018/1140
VD2018-117	Décision modificative - Décision n°VD2018-047	2018/1150
VD2018-122	Contentieux - Madame NICOULEAU - Recours contre la décision du 03 janvier 2018 refusant l'imputabilité au service de son accident du 04 septembre 2017 - Décision de défendre	2018/1151
VD2018-143	Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de quincaillerie, visserie et échelles (N°7D0010)	2018/1153
VD2018-152	Assurance responsabilité civile de la Ville de MONTPELLIER - Affaire HERVERA Danielle	2018/1155
VD2018-153	Mise en place d'un plan de lutte contre les nuisibles - Avenant n°1 au Marché 5B0049	2018/1156
VD2018-155	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Arecos le 10 avril et le 24 mai 2018	2018/1158
VD2018-161	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat d'outillages et fournitures, consommables et produits d'atelier et de chantier. 7B0084	2018/1159
VD2018-162	Renouvellement de l'adhésion à l'association des maires de France et à l'association des maires de l'Hérault - Exercice 2018	2018/1161
VD2018-165	Attribution de l'accord cadre N°8B0002 relatif à la ' Prestation d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole '	2018/1163

VD2018-167	Marché public de prestations intellectuelles dont l'objet principal est l'exercice du rôle de contrôleur technique en vue de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement des archives municipales de la Ville de Montpellier dans les anciens locaux des archives départementales	2018/1165
VD2018-169	Attribution de l'accord cadre N°8B0004 relatif à l' Evaluation de la convention de la Ville de Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue d'un conventionnement mutualisé (Ville, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS) avec le FIPHFP '	2018/1167
VD2018-170	Attribution de l'accord-cadre en appel d'offres ouvert n° 7D0038 Télésurveillance des bâtiments communaux de la Ville de Montpellier Intervention de sécurité - Ouverture et fermeture de locaux - Autorisation à signer le marché	2018/1169
VD2018-172	Décision modificative - Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux associations de conservation ex situ des espèces animales menacées et aux réseaux professionnels des parcs zoologiques - Exercice 2018	2018/1172
VD2018-173	Décision relative à l'accord-cadre de prestations intellectuelles en partie à marchés subséquents et en partie à bons de commande pour une mission de maîtrise d'œuvre urbaine sur le secteur "Acconiers sud" - Autorisation de signature	2018/1173
VD2018-177	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association NADALENCA les 10 et 13 avril 2018	2018/1175
VD2018-180	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété PLANAS CANONGE - 18 rue des Alouettes - Exercice du droit de préemption	2018/1176
VD2018-183	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ CARREFOUR PROXIMITE FRANCE - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 15V0329	2018/1178
VD2018-186	ZAC de la Restanque - Parcelle OL 74 Convention de participation entre la Ville/ SOMIMON/SA3M	2018/1180
VD2018-188	ZAC de la Restanque - Parcelle OL 74 - Convention de participation entre la Ville/ SOMIMON/SA3M	2018/1182
VD2018-189	Ré-adhésion à l'association AMO Languedoc-Roussillon pour l'année 2018	2018/1184
VD2018-190	Accord-cadre de travaux à bons de commande pour la réalisation du programme de travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier - Marché n° 2993 T17-01	2018/1186
VD2018-194	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CIMM les 13 et 14 février et les 12, 13 et 14 mars 2018	2018/1188
VD2018-198	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ ESNAUD Jacques - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0133	2018/1189
VD2018-201	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de pavoiement. 8B0036	2018/1191
VD2018-202	MONTPELLIER GRAND COEUR - Construction et aménagement des Halles et de la place Alexandre Laissac Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) - Avenant n° 1 au marché gros oeuvre	2018/1193

VD2018-203	MONTPELLIER GRAND COEUR - Construction et aménagement des Halles de la place Alexandre Laissac Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) - Avenant n°1 au marché Cloisons - doublage - faux plafonds - menuiseries intérieures	2018/1195
VD2018-205	Cession et Réforme de véhicules et de matériels	2018/1197
VD2018-206	Ré-adhésions à 4 associations et organismes dans le domaine de l'énergie pour 2018	2018/1199
VD2018-207	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de produits d'épicerie salée et sucrée. 8B0039	2018/1201
VD2018-209	DROIT DE PREEMPTION URBAIN -Propriété SARL JBMB Lot 1 - 44 cours Gambetta - Exercice du droit de préemption	2018/1203
VD2018-211	Direction des Finances - Modification de la régie d'avances - Ajout de dépenses autorisées et augmentation du montant de l'avance	2018/1206
VD2018-212	ASSURANCE TOUS RISQUES EXPOSITIONS POLICE AXA ART n°F.1009.654 Avenant exercice 2017	2018/1209
VD2018-213	Attribution de l'accord cadre en procédure adaptée n° 8B0025 Achat d'accessoires de prévention - Préservatifs féminins et masculins pour la Ville de Montpellier - Autorisation à signer le marché	2018/1210
VD2018-214	MARCHE PUBLIC - Contrat de prestations de service - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billet pour le développement des sports extrêmes - FISE WORLD MONTPELLIER EDITION 2018 ' N° 8C0010V50000	2018/1212
VD2018-216	Décision relative au marché n°8D0005 "Location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël"	2018/1214
VD2018-218	CONTENTIEUX Madame Hayette SAAD GUERMECH - Appel contre le jugement du Tribunal des Affaires Sanitaires et Sociales du 20 novembre 2017 - Décision de défendre	2018/1216
VD2018-219	CONTENTIEUX - SARL SIBL CASA CUBANA - Recours contre l'arrêté de terrasse du 1er mars 2018 - Décision de défendre	2018/1218
VD2018-220	CONTENTIEUX - Monsieur Alain RICHARD - Appel contre le jugement du 12 octobre 2017 - Décision de défendre	2018/1220
VD2018-221	Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : Prestations Installation Maintenance informatique, Hotline bureautique - Marché 8B0035	2018/1222
VD2018-222	Renouvellement de la cotisation au Club des Utilisateurs de SEDIT Marianne pour l'année 2018	2018/1224
VD2018-223	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ TEULADE Thierry - Recours pour excès de pouvoir contre un refus de communication de documents administratifs	2018/1226
VD2018-224	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SCI AIGUELONGUE - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté d'opposition à déclaration préalable - DP 34172 17 00824	2018/1228
VD2018-225	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ LABADIE Christophe - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0184	2018/1230

VD2018-226	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SARL LE GRAND ARBRE - Recours pour excès de pouvoir contre la délibération du 01 février 2018 approuvant la création d'un village d'hébergement temporaire, rue de Bionne, parcelle PM11	2018/1232
VD2018-227	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ PEREZ-LAFONT Benjamin - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0178	2018/1234
VD2018-228	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SANCHEZ Bruno - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0178	2018/1236
VD2018-230	Rénovation des Halles des Quatre Saisons Marché n° 7D0050	2018/1238
VD2018-233	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association ECUME les 10 et 14 mai 2018	2018/1240
VD2018-234	Direction Architecture et Immobilier - Clôture de la régie d'avances " Documentation Générale"	2018/1241
VD2018-236	Marché n°8B0041 - Installation électrique des Estivales de Montpellier / Location, pose et dépose de matériels	2018/1243
VD2018-237	Direction de la Culture et du Patrimoine - Modification de la régie de recettes - "Parcours Muséographique" "Ouverture d'un compte de dépôt de fonds"	2018/1245
VD2018-241	Fourniture et pose de sièges et gradinages - Réaménagement de la chapelle GELY - MAPA N° 8B0042	2018/1248
VD2018-243	Accord cadre à bons de commande - N°8B0038 - Traitement et finition des aciers du parc zoologique de Lunaret	2018/1250
VD2018-244	Fourniture, pose et raccordement d'une ligne de distribution de repas en self-service pour le restaurant scolaire François Mitterrand - MAPA N°8B0044	2018/1252
VD2018-246	Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition Européenne des Villes Contre le Racisme (ECCAR) pour l'année 2018	2018/1254
VD2018-247	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété SARL VILCHES et Fils - Lot 1 - 40 avenue Georges Clemenceau Exercice du droit de préemption	2018/1256
VD2018-248	Convention de mise à disposition de la nef de la Maison des Chœurs à l'association Chœur Universitaire Montpellier-Méditerranée le 5 juin 2018	2018/1259
VD2018-249	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association l'Accroche Chœur le 28 mai 2018	2018/1260
VD2018-251	Convention de mise à disposition de la nef de la Maison des Chœurs à l'Association I.R.R.P. les 7 et 9 juin 2018	2018/1261
VD2018-252	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Association Ensemble vocal Tutti le 4 mai 2018	2018/1262
VD2018-253	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Université Paul-Valéry Montpellier III le 15 juin 2018	2018/1263
VD2018-254	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Chemin des Cimes le 30 juin 2018	2018/1264

VD2018-255	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Fiammi Musicali les 23 et 24 juin 2018	2018/1265
VD2018-257	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au Festival Radio France Occitanie Montpellier les 26 et 27 juillet 2018	2018/1266



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil municipal, le jeudi 28 juin 2018 à 18h00, dans la Salle du Conseil.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Les pièces annexes aux délibérations sont disponibles pour consultation 48 heures avant la séance dans les bureaux du service de l'Assemblée (8W31).

Veuillez agréer, cher(e) collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 28 juin 2018
- Synthèses des affaires du 28 juin 2018
- Procès-Verbal de la séance du 03 mai 2018
- Procuration
- Pièces annexes à la convocation le cas échéant



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018
18h00 - Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Exercice 2017 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier et Compte de Gestion
2. Règlement Budgétaire et Financier - Ville de Montpellier
3. Convention de services comptables et financiers 2018
4. Approbation du Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) Année 2017

URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE

5. Zone d'aménagement concerté EAI
Dossier de réalisation de la ZAC
Approbation
6. Zone d'aménagement concerté EAI
Programme des équipements publics
Approbation
7. Zone d'aménagement concerté EAI
Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M sur les modalités de remises d'ouvrages et les participations financières liées au volet eau potable
en dehors du périmètre de la ZAC
Approbation - autorisation de signature
8. ZAC EAI
Demande d'agrément de candidature
Lot 4a1
SAS "Campus créatif"
9. ZAC OVALIE
Demande d'agrément de candidature
Tranche 7 - Lot n°6bis A
"ACM Habitat"

10. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds
artisansaux, de fonds de commerces et baux commerciaux à l'avenue Georges Clemenceau
11. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Préemption du fonds de commerce 26 rue du Faubourg du Courreau
Rétrocession à la Société l'ARBRE BLEU 2
Création d'une épicerie bio et bar à jus
12. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Préemption du fonds de commerce 38 rue du Faubourg du Courreau
Rétrocession à Messieurs BRUNI et PAUL
Création d'un restaurant italien avec épicerie fine
13. FONCIER
Retrait de 7 lots de la copropriété n°8 du Petit Bard
appartenant à la Ville de Montpellier
14. Régularisation foncière - Cession de la parcelle HK 327 à la copropriété du Polygone
15. MONTPELLIER GRAND COEUR
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités
Attribution de subventions

SÉCURITÉ PUBLIQUE

16. Stationnement Payant sur Voirie
Convention de gestion des Forfaits de Post-Stationnement (FPS)
avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI)
en cycle complet
17. Protocole du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne de l'Hérault
18. Convention de partenariat avec la CAF sur le contrôle des critères de décence dans le logement
19. Convention organisation activités Sécurité Routière 2018 - 2019
Interventions Police Municipale
Ecoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier
20. Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier
Gestion de la Maison de la Justice et du Droit de Lattes
et dispositif Travaux d'Intérêt Général / mesure pénale de réparation
Autorisation à signer la convention
21. Intervention d'agents de la Police Municipale
Escortes équipes joueurs MHSC et visiteurs
Autorisation à signer la convention d'indemnisation
22. Intervention d'agents de la Police Municipale
dans le cadre du festival Family Piknik 2018
Autorisation à signer la convention d'indemnisation

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS

23. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE - Exercice 2018

24. Mise à disposition de salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit

RÉUSSITE ÉDUCATIVE

25. Nouvelle Organisation des temps scolaires et des temps périscolaires
Projet Educatif de Territoire (PEdT)
26. Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de réussite éducative (PRE)

JEUNESSE ET SPORTS

27. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORT - Exercice 2018
28. Partenariat sportif Ville de Montpellier - Associations
Reconduction de l'Appel à Projets pour l'année 2019
29. BEACH SOCCER - TERRAIN GERARD BIANCHI
Quartier Près d'Arènes
Demande de subventions
30. Attribution de subventions
Appel à projets Été à la Mosson
Ville de Montpellier - Associations sportives
Exercice 2018

AFFAIRES SOCIALES

31. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

ÉCOLOGIE URBAINE

32. Convention-mémoire entre la Ville de Montpellier et l'Ecole Sup Agro de Montpellier
Projet d'étudiants ingénieurs 2018

AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT

33. Observatoire de l'Immobilier du Commerce - Convention 2018-2022 - Autorisation de signer

CULTURE

34. Réhabilitation de la Chapelle de la Résurrection dans la Cité Gély
Demande de subventions
35. Cinéma Nestor Burma
Adhésion à l'Agence pour le Développement Régional du Cinéma
36. Théâtre Jean Vilar et autres établissements culturels
Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des crédits Politique de la Ville
37. Festival Family Piknik
Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Moovement Event
38. Culture et Patrimoine
Attribution de subventions à des associations culturelles
Exercice 2018

PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES

39. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018

RELATIONS INTERNATIONALES

40. Représentation de la Ville de Montpellier aux demi-finales et finales de la Champions League de Handball, à Cologne, en Allemagne, du 26 au 28 mai 2018
41. Participation de deux artistes montpelliérains au Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles à Chengdu du 25 juillet au 31 juillet 2018
42. Participation de la Ville de Montpellier à la 6ème Rencontre des Villes Jumelées et Amies de Fès ainsi qu'au Forum économique Fès Meknès du 27 au 30 juin 2018
43. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE

44. Approbation du rapport de la CLETC en date du 29 mai 2018
45. Montant des attributions de compensation provisoires 2018 de la Ville de Montpellier
46. Autorisation accordée à la Trésorerie Municipale dans le cadre du recouvrement des recettes de la Ville de Montpellier
47. Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération n° V2017-452
48. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances
49. Mise à disposition des salles municipales à tarif réduit ou gratuit
50. Hôtel Baudan de Varennes
Hôtel Baschy-du-Cayla
Autorisation de classement au titre des Monuments Historiques
51. Contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier
19 rue Lallemand
Autorisation de signer le contrat de location
52. Marché de maintenance des véhicules et marché de contrôles règlementaires pour véhicules.
Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
53. Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 4 - Autorisation de signature











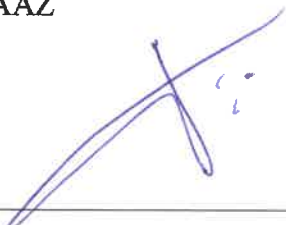





RESSOURCES HUMAINES

54. Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturel "Montpellier Contemporain"

55. Mises à disposition de deux agents de catégorie C auprès d'un service commun de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier
56. Mises à disposition de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du service Énergie de la Ville de Montpellier
57. Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction du Protocole et de l'Évènementiel - Modification - Autorisation de signature
58. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville
59. Convention de partenariat portant mise en œuvre des séances du comité médical et de la commission de réforme – Approbation
60. Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile
61. Modification des modalités d'indemnisation des astreintes et interventions

EMARGEMENTS DES ELUS DU CONSEIL MUNICIPAL – COMPTE ADMINISTRATIF

SEANCE PUBLIQUE DU 28 JUIN 2018


Fabien ABERT 	Lorraine ACQUIER 
Luc ALBERNHE 	Rémi ASSIE 
Sophia AYACHE 	Guy BARRAL 
Valérie BARTHAS-ORSAL 	Robert BEAUFILS 
Maud BODKIN 	Françoise BONNET 
Sabria BOUALLAGA 	Daniel BOULET 
Djamel BOUMAAZ 	Anne BRISSAUD 
Nancy CANAUD 	Gérard CASTRE 

<p>Mylène CHARDES</p> 	<p>Robert COTTE</p> 
<p>Christophe COUR</p> 	<p>Jean-Luc COUSQUER</p> 
<p>Perla DANAN</p> 	<p>Titina DASYLVA</p> 
<p>Michaël DELAFOSSE</p> 	<p>Véronique DEMON</p> 
<p>Jean-Marc DI RUGGIERO</p> 	<p>Jacques DOMERGUE</p> 
<p>Michèle DRAY-FITOUSSI</p> 	<p>Christian DUMONT</p> 
<p>Abdi EL KANDOUSSI</p> 	<p>Julie FRÊCHE</p> 
<p>Vincent HALUSKA</p> 	<p>Clare HART</p> 

<p>Stéphanie JANNIN</p> 	<p>Sonia KERANGUEVEN</p> 
<p>Pascal KRZYZANSKI</p> 	<p>Gérard LANNELONGUE</p> 
<p>Alex LARUE</p> 	<p>Max LEVITA</p> 
<p>Chantal LEVY-RAMEAU</p> 	<p>Nicole LIZA</p> 
<p>Audrey LLEDO</p> 	<p>Henri MAILLET</p> 
<p>Mustapha MAJDOUL</p> 	<p>Jérémie MALEK</p> 
<p>Chantal MARION</p> 	<p>Isabelle MARSALA</p> 
<p>Hervé MARTIN</p> 	<p>Dominique MARTIN-PRIVAT</p> 

Patricia MIRALLES 	P	Jean-Pierre MOURE 
Caroline NAVARRE 	P	Véronique PEREZ 
Patrick RIVAS 		Brigitte ROUSSEL-GALIANA 
Cédric de SAINT-JOUAN 		Samira SALOMON 
Marie-Hélène SANTARELLI 		Philippe SAUREL 
Séverine SCUDIER 		Sauveur TORTORICI 
Bernard TRAVIER 		Henri de VERBIZIER 
Patrick VIGNAL 	E	Annie YAGUE 

Rabii YOUSSEUS

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018
18h00 - Salle du Conseil

Convoqué le vendredi 22 juin 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 28 juin 2018 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents excusés:

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patrick VIGNAL.

Absents:

Robert BEAUFILS, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Adoption de l'ordre du jour

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent (03 mai 2018)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

*Madame Patricia MIRALLES entre en séance et récupère la procuration donnée à Monsieur Fabien ABERT
Monsieur Pascal KRZYZANSKI entre en séance et récupère la procuration donnée à Monsieur Patrick RIVAS. Mesdames Anne BRISSAUD et Séverine SCUDIER et Messieurs Cédric de SAINT-JOUAN et Alex LARUE et entrent en séance.*

Madame Julie FRÊCHE sort de séance.

Monsieur Cédric de SAINT-JOUAN et Monsieur Djamel BOUMAAZ sortent définitivement de séance.

1. Exercice 2017 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier et Compte de Gestion

Monsieur Philippe SAUREL sort de séance et donne la présidence à Monsieur Max LEVITA, Premier adjoint.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour la section de fonctionnement en dépenses :

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 8 voix (Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michael DELAFOSSE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Pour la section de fonctionnement en recettes :

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 8 voix (Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michael DELAFOSSE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Pour la section d'investissement en dépenses :

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michael DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Pour la section d'investissement en recettes :

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michael DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Monsieur Jacques DOMERGUE sort définitivement de séance.

Madame Julie FRÊCHE et Monsieur Philippe SAUREL entrent en séance.

2. Règlement Budgétaire et Financier - Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

3. Convention de services comptables et financiers 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Françoise BONNET donne procuration à Monsieur Hervé MARTIN et sort de séance.

4. Approbation du Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) Année 2017

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Stéphanie JANNIN sort de séance.

5. Zone d'aménagement concerté EAI
Dossier de réalisation de la ZAC
Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

6. Zone d'aménagement concerté EAI
Programme des équipements publics
Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

7. Zone d'aménagement concerté EAI
Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M
sur les modalités de remises d'ouvrages et les participations financières liées au volet eau
potable
en dehors du périmètre de la ZAC
Approbation - autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

8. ZAC EAI
Demande d'agrément de candidature
Lot 4a1
SAS "Campus créatif"

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

9. ZAC OVALIE
Demande d'agrément de candidature
Tranche 7 - Lot n°6bis A
"ACM Habitat"

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 8 voix (Rémi ASSIE, Gérard CASTRE, Robert COTTE de par la procuration donnée à Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL.)

Madame Stéphanie JANNIN entre en séance.

10. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux à l'avenue Georges Clemenceau

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Christophe COUR, Philippe SAUREL.)

Madame Perla DANAN donne procuration à Monsieur Jean-Luc COUSQUER et sort de séance.

11. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Préemption du fonds de commerce 26 rue du Faubourg du Courreau
Rétrocession à la Société l'ARBRE BLEU 2
Création d'une épicerie bio et bar à jus

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

Monsieur Mustapha MAJDOUL donne procuration à Madame Séverine SCUDIER et sort de séance.

12. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Préemption du fonds de commerce 38 rue du Faubourg du Courreau
Rétrocession à Messieurs BRUNI et PAUL
Création d'un restaurant italien avec épicerie fine

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Henri de VERBIZIER, Chantal MARION avec la procuration de Caroline NAVARRE, Philippe SAUREL.)

13. FONCIER
Retrait de 7 lots de la copropriété n°8 du Petit Bard
appartenant à la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN.)

14. Régularisation foncière - Cession de la parcelle HK 327 à la copropriété du Polygone

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention :

15. MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

16. Stationnement Payant sur Voirie

Convention de gestion des Forfaits de Post-Stationnement (FPS)

avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI)

en cycle complet

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 51 voix

Contre : 1 voix (Anne BRISSAUD.)

Abstentions : 6 voix (Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE.)

17. Protocole du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne de l'Hérault

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Caroline NAVARRE de par la procuration donnée à Chantal MARION, Philippe SAUREL, Annie YAGUE.)

18. Convention de partenariat avec la CAF sur le contrôle des critères de décence dans le logement

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Séverine SCUDIER avec la procuration de Monsieur Mustapha MAJDOUL, Madame Chantal MARION avec la procuration de Madame NAVARRE et Madame Clare HART sortent de séance.

19. Convention organisation activités Sécurité Routière 2018 - 2019

Interventions Police Municipale

Ecoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Séverine SCUDIER avec la procuration de Monsieur Mustapha MAJDOUL entre en séance.

20. Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier

Gestion de la Maison de la Justice et du Droit de Lattes
et dispositif Travaux d'Intérêt Général / mesure pénale de réparation
Autorisation à signer la convention

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

21. Intervention d'agents de la Police Municipale
Escortes équipes joueurs MHSC et visiteurs
Autorisation à signer la convention d'indemnisation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

22. Intervention d'agents de la Police Municipale
dans le cadre du festival Family Piknik 2018
Autorisation à signer la convention d'indemnisation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

23. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Patricia MIRALLES.)

24. Mise à disposition de salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Clare HART, Madame Chantal MARION avec la procuration de Madame Caroline NAVARRE, entrent en séance.

25. Nouvelle Organisation des temps scolaires et des temps périscolaires
Projet Educatif de Territoire (PEdT)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 52 voix

Contre : 6 voix (Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE.)

Abstention : 0

26. Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de réussite éducative (PRE).

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix
Contre : 0
Abstention : 0

27. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORT - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix
Contre : 0
Abstention : 0

28. Partenariat sportif Ville de Montpellier - Associations
Reconduction de l'Appel à Projets pour l'année 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix
Contre : 0
Abstention : 0

29. BEACH SOCCER - TERRAIN GERARD BIANCHI
Quartier Près d'Arènes
Demande de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix
Contre : 0
Abstention : 0

Mesdames Sonia KERANGUEVEN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON et Nicole LIZA sortent de séance.

30. Attribution de subventions
Appel à projets Eté à la Mosson
Ville de Montpellier - Associations sportives
Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix
Contre : 0
Abstention : 0

31. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix
Contre : 0
Abstention : 0

32. Convention-mémoire entre la Ville de Montpellier et l'Ecole Sup Agro de Montpellier
Projet d'étudiants ingénieurs 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix
Contre : 0
Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Chantal MARION avec la procuration de Caroline NAVARRE.)

33. Observatoire de l'Immobilier du Commerce - Convention 2018-2022 - Autorisation de signer

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Véronique PEREZ de par la procuration donnée à Véronique DEMON, Philippe SAUREL.)

Madame Maud BODKIN sort de séance.

34. Réhabilitation de la Chapelle de la Résurrection dans la Cité Gély
Demande de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

35. Cinéma Nestor Burma
Adhésion à l'Agence pour le Développement Régional du Cinéma

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

36. Théâtre Jean Vilar et autres établissements culturels
Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des crédits
Politique de la Ville

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Nicole LIZA entre en séance.

37. Festival Family Piknik
Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et
l'association Moovment Event

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

38. Culture et Patrimoine
Attribution de subventions à des associations culturelles
Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

39. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

40. Représentation de la Ville de Montpellier aux demi-finales et finales de la Champions League de Handball, à Cologne, en Allemagne, du 26 au 28 mai 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

41. Participation de deux artistes montpelliérains au Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles à Chengdu du 25 juillet au 31 juillet 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

42. Participation de la Ville de Montpellier à la 6ème Rencontre des Villes Jumelées et Amies de Fès ainsi qu'au Forum économique Fès Meknès du 27 au 30 juin 2018.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

43. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Luc ALBERNHE.)

44. Approbation du rapport de la CLETC en date du 29 mai 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

45. Montant des attributions de compensation provisoires 2018 de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

46. Autorisation accordée à la Trésorerie Municipale dans le cadre du recouvrement des recettes de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0
Abstention : 0

*Mesdames Samira SALOMON et Dominique MARTIN-PRIVAT entrent en séance.
Monsieur Gérard LANNELONGUE sort définitivement de séance.*

47. Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération n° V2017-452

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix
Contre : 0
Abstention : 0

48. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix
Contre : 0
Abstention : 0

49. Mise à disposition des salles municipales à tarif réduit ou gratuit

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 36 voix
Contre : 0
Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 19 voix (Luc ALBERNHE, Sabria BOUALLAGA de par la procuration donnée à Henri MAILLET, Mylène CHARDES, Perla DANAN de par la procuration donnée à Jean Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Véronique PEREZ de par la procuration donnée à Véronique DEMON, Patrick RIVAS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER avec la procuration de Mustapha MAJDOUL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.)

Madame Patricia MIRALLES donne procuration à Monsieur Fabien ABERT et sort de séance.

50. Hôtel Baudan de Varennes

Hôtel Baschy-du-Cayla

Autorisation de classement au titre des Monuments Historiques

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix
Contre : 0
Abstention : 0

51. Contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier

19 rue Lallemand

Autorisation de signer le contrat de location

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix
Contre : 0
Abstention : 0

52. Marché de maintenance des véhicules et marché de contrôles règlementaires pour véhicules.

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

53. Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 4 - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

54. Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturel "Montpellier Contemporain".

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Isabelle MARSALA, Bernard TRAVIER.)

55. Mises à disposition de deux agents de catégorie C auprès d'un service commun de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

56. Mises à disposition de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du service Énergie de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

57. Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction du Protocole et de l'Évènementiel - Modification - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

58. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

59. Convention de partenariat portant mise en œuvre des séances du comité médical et de la commission de réforme - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

60. Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

61. Modification des modalités d'indemnisation des astreintes et interventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21 heures 30.

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil municipal est affiché à l'Hôtel de Ville, sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.



Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

Table thématique des délibérations 2018 Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
V2018-239	Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 03 mai 2018	28 Juin Tome I/II	2018/1138
	URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE		
V2018-182	Zone d'aménagement concerté EAI - Dossier de réalisation de la ZAC - Approbation	28 Juin Tome I/II	2018/988
V2018-183	Zone d'aménagement concerté EAI - Programme des équipements publics - Approbation	28 Juin Tome I/II	2018/993
V2018-184	Zone d'aménagement concerté EAI - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M sur les modalités de remises d'ouvrages et les participations financières liées au volet eau potable en dehors du périmètre de la ZAC - Approbation - autorisation de signature	28 Juin Tome I/II	2018/997
V2018-185	ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Lot 4a1 - SAS "Campus créatif"	28 Juin Tome I/II	2018/1001
V2018-186	ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot n°6bis A - "ACM Habitat"	28 Juin Tome I/II	2018/1004
V2018-187	Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux à l'avenue Georges Clemenceau	28 Juin Tome I/II	2018/1006
V2018-188	Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Préemption du fonds de commerce 26 rue du Faubourg du Courreau - Rétrocession à la Société l'ARBRE BLEU 2 - Création d'une épicerie bio et bar à jus	28 Juin Tome I/II	2018/1009
V2018-189	Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Préemption du fonds de commerce 38 rue du Faubourg du Courreau - Rétrocession à Messieurs BRUNI et PAUL - Création d'un restaurant italien avec épicerie fine	28 Juin Tome I/II	2018/1012

V2018-190	FONCIER - Retrait de 7 lots de la copropriété n°8 du Petit Bard appartenant à la Ville de Montpellier	28 Juin Tome I/II	2018/1015
V2018-191	Régularisation foncière - Cession de la parcelle HK 327 à la copropriété du Polygone	28 Juin Tome I/II	2018/1017
V2018-192	MONTPELLIER GRAND COEUR - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions	28 Juin Tome I/II	2018/1019
	SÉCURITÉ PUBLIQUE		
V2018-194	Protocole du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne de l'Hérault	28 Juin Tome I/II	2018/1025
V2018-195	Convention de partenariat avec la CAF sur le contrôle des critères de décence dans le logement	28 Juin Tome I/II	2018/1028
V2018-196	Convention organisation activités Sécurité Routière 2018 - 2019 Interventions Police Municipale - Ecoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier	28 Juin Tome I/II	2018/1030
V2018-197	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier Gestion de la Maison de la Justice et du Droit de Lattes et dispositif Travaux d'Intérêt Général / mesure pénale de réparation - Autorisation à signer la convention	28 Juin Tome I/II	2018/1032
V2018-198	Intervention d'agents de la Police Municipale - Escortes équipes joueurs MHSC et visiteurs - Autorisation à signer la convention d'indemnisation	28 Juin Tome I/II	2018/1035
V2018-199	Intervention d'agents de la Police Municipale dans le cadre du festival Family Piknik 2018 -Autorisation à signer la convention d'indemnisation	28 Juin Tome I/II	2018/1037
	DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS		
V2018-200	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE - Exercice 2018	28 Juin Tome I/II	2018/1039
V2018-201	Mise à disposition de salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit	28 Juin Tome I/II	2018/1042
	RÉUSSITE ÉDUCATIVE		
V2018-202	Nouvelle Organisation des temps scolaires et des temps périscolaires - Projet Educatif de Territoire (PEdT)	28 Juin Tome I/II	2018/1045
V2018-203	Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de réussite éducative (PRE)	28 Juin Tome I/II	2018/1048
	JEUNESSE ET SPORTS		
V2018-204	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORT - Exercice 2018	28 Juin Tome I/II	2018/1050
V2018-205	Partenariat sportif Ville de Montpellier - Associations - Reconduction de l'Appel à Projets pour l'année 2019	28 Juin Tome I/II	2018/1052
V2018-206	BEACH SOCCER - TERRAIN GERARD BIANCHI - Quartier Près d'Arènes - Demande de subventions	28 Juin Tome I/II	2018/1054

V2018-207	Attribution de subventions - Appel à projets Eté à la Mosson Ville de Montpellier - Associations sportives - Exercice 2018	28 Juin Tome I/II	2018/1056
	AFFAIRES SOCIALES		
V2018-078	Attribution de subventions à diverses associations Politique de la Ville - Exercice 2018	3 Avril Tome I/II	2018/348
V2018-116	Projet Régional de Santé 2018/2022 - Avis de la Ville suite à la consultation de l'ARS Occitanie	3 Mai Tome I/II	2018/681
V2018-140	Modification de l'affectation de 4 appartements du CCAS de la Ville au profit d'un projet de colocation inter-générationnelle	3 Mai Tome I/II	2018/746
V2018-181	Approbation du Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) Année 2017	28 Juin Tome I/II	2018/985
V2018-208	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018	28 Juin Tome I/II	2018/1059
	AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT		
V2018-210	Observatoire de l'Immobilier du Commerce - Convention 2018-2022 - Autorisation de signer	28 Juin Tome I/II	2018/1064
	CULTURE		
V2018-211	Réhabilitation de la Chapelle de la Résurrection dans la Cité Gély - Demande de subventions	28 Juin Tome I/II	2018/1067
V2018-212	Cinéma Nestor Burma Adhésion à l'Agence pour le Développement Régional du Cinéma	28 Juin Tome I/II	2018/1069
V2018-213	Théâtre Jean Vilar et autres établissements culturels Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des crédits Politique de la Ville	28 Juin Tome I/II	2018/1071
V2018-214	Festival Family Piknik - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Moovment Event	28 Juin Tome I/II	2018/1074
V2018-215	Culture et Patrimoine - Attribution de subventions à des associations culturelles - Exercice 2018	28 Juin Tome I/II	2018/1076
	PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES		
V2018-216	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018	28 Juin Tome I/II	2018/1079
	RELATIONS INTERNATIONALES		
V2018-217	Représentation de la Ville de Montpellier aux demi-finales et finales de la Champions League de Handball, à Cologne, en Allemagne, du 26 au 28 mai 2018	28 Juin Tome I/II	2018/1081
V2018-218	Participation de deux artistes montpelliérains au Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles à Chengdu du 25 juillet au 31 juillet 2018	28 Juin Tome I/II	2018/1083
V2018-219	Participation de la Ville de Montpellier à la 6ème Rencontre des Villes Jumelées et Amies de Fès ainsi qu'au Forum économique Fès Meknès du 27 au 30 juin 2018	28 Juin Tome I/II	2018/1085

V2018-220	Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King	28 Juin Tome I/II	2018/1087
	FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE		
V2018-178	Exercice 2017 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier et Compte de Gestion	28 Juin Tome I/II	2018/977
V2018-179	Règlement Budgétaire et Financier - Ville de Montpellier	28 Juin Tome I/II	2018/981
V2018-180	Convention de services comptables et financiers 2018	28 Juin Tome I/II	2018/983
V2018-221	Approbation du rapport de la CLETC en date du 29 mai 2018	28 Juin Tome I/II	2018/1091
V2018-222	Montant des attributions de compensation provisoires 2018 de la Ville de Montpellier	28 Juin Tome I/II	2018/1093
V2018-223	Autorisation accordée à la Trésorerie Municipale dans le cadre du recouvrement des recettes de la Ville de Montpellier	28 Juin Tome I/II	2018/1097
V2018-224	Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération n° V2017-452	28 Juin Tome I/II	2018/1099
V2018-225	Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances	28 Juin Tome I/II	2018/1103
V2018-226	Mise à disposition des salles municipales à tarif réduit ou gratuit	28 Juin Tome I/II	2018/1105
V2018-227	Hôtel Baudan de Varennes - Hôtel Baschy-du-Cayla Autorisation de classement au titre des Monuments Historiques	28 Juin Tome I/II	2018/1111
V2018-228	Contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - 19 rue Lallemand Autorisation de signer le contrat de location	28 Juin Tome I/II	2018/1113
V2018-229	Marché de maintenance des véhicules et marché de contrôles réglementaires pour véhicules. - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	28 Juin Tome II/II	2018/1115
V2018-230	Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 4 - Autorisation de signature	28 Juin Tome II/II	2018/1117
	RESSOURCES HUMAINES		
V2018-231	Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturel "Montpellier Contemporain"	28 Juin Tome II/II	2018/1119

V2018-232	Mises à disposition de deux agents de catégorie C auprès d'un service commun de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier	28 Juin Tome II/II	2018/1121
V2018-233	Mises à disposition de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du service Énergie de la Ville de Montpellier	28 Juin Tome II/II	2018/1123
V2018-234	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction du Protocole et de l'Évènementiel - Modification - Autorisation de signature	28 Juin Tome II/II	2018/1125
V2018-235	Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville	28 Juin Tome II/II	2018/1128
V2018-236	Convention de partenariat portant mise en œuvre des séances du comité médical et de la commission de réforme - Approbation	28 Juin Tome II/II	2018/1130
V2018-237	Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile	28 Juin Tome II/II	2018/1133
V2018-238	Modification des modalités d'indemnisation des astreintes et interventions	28 Juin Tome II/II	2018/1135



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Philippe SAUREL.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Exercice 2017 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier et Compte de Gestion

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2017 de la Ville de Montpellier se décomposent comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2017	RESTES A REALISER
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	64 384 946.49	84 850.00
921	SSECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	12 342 930.73	
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	68 304 490.34	401 934.00
923	CULTURE	9 948 311.71	735 164.00
924	SPORT ET JEUNESSE	19 060 750.12	205 250.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	14 110 464.05	293 662.00
926	FAMILLE	28 408 771.62	
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	28 007 819.89	
929	ACTION ECONOMIQUE	5 947 597.57	3 800.00

Délibération n°V2018-178

931	OPERATIONS FINANCIERES	7 942 908.45	
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	41 227 184.35	
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	25 299 056.15	
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	230 970.08	
TOTAL		325 216 201.55	1 724 660.00

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2017	RESTES A REALISER
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	10 373 533.69	
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	180 717.45	
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	7 322 377.35	
923	CULTURE	1 063 584.32	
924	SPORT ET JEUNESSE	3 636 402.33	
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	528 334.88	
926	FAMILLE	14 579 807.24	
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	14 748 535.39	
929	ACTION ECONOMIQUE	4 677 393.24	
931	OPERATIONS FINANCIERES	570 163.73	
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	75 997 613.59	
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	214 275 359.15	
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	37 762.48	
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	139.66	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	21 598 329.77	
TOTAL		369 590 054.27	0.00

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2017	RESTES A REALISER
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	6 672 710.91	4 181 712.48
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	1 343 193.32	462 044.97
902	ENSEIGNEMENT-FORMATION	18 041 568.96	9 406 913.22
903	CULTURE	2 314 369.74	944 981.21
904	SPORT ET JEUNESSE	2 859 087.27	480 360.36
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	49 784.84	20 000.00
906	FAMILLE	1 351 279.60	721 180.37
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	17 403 682.75	11 790 072.20
909	ACTION ECONOMIQUE	160 020.14	131 534.47
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 792 020.12	
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	33 669 481.97	
913	TAXES NON AFFECTEES	54 752.00	
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	37 762.48	
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	20 251.57	
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	23 386 773.84	
TOTAL		109 156 739.51	28 138 799.28

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2017	RESTES A REALISER
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	141 387.61	
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	208 505.00	
902	ENSEIGNEMENT-FORMATION	252 003.50	
903	CULTURE	77 800.65	
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	55 785.66	
906	FAMILLE	256 699.58	
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	937 977.39	
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 792 020.12	
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	28 313 286.30	24 995 160.00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	36 735 812.49	
913	TAXES NON AFFECTEES	702 283.09	
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	25 299 056.15	
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	5 931.96	
TOTAL		94 778 549.50	24 995 160.00

Le résultat brut global 2017 du Budget Principal est de + 29 995 662.71 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 25 127 363.43 euros.

Ces résultats seront repris dans le Budget Supplémentaire.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture CA 2016	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2017	Résultat de clôture brut CA 2017	Résultats des reports	Résultat net 2017
Investissement	- 23 386 773.84		9 008 583.83	- 14 378 190.01	- 3 143 639.28	- 17 521 829.29
Fonctionnement	52 090 123.54	- 30 491 793.77	22 775 522.95	44 373 852.72	- 1 724 660.00	42 649 192.72
Total	28 703 349.70	- 30 491 793.77	31 784 106.78	29 995 662.71	- 4 868 299.28	25 127 363.43
Pour mémoire : résultat net 2015	20 557 231.77					

Conformément aux articles L.2313-1 et R.2333-43 du Code Général des Collectivités Territoriales, une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles ainsi qu'une annexe sur les recettes procurées par la taxe de séjour et l'emploi de celles-ci pour des actions de nature à favoriser la fréquentation touristique sont annexées au rapport de présentation du Compte Administratif.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le Compte de Gestion 2017 du budget principal ;
- D'approuver le Compte Administratif 2017 du budget principal ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- De prendre acte que la présentation brève et synthétique et l'annexe sur les recettes procurées par la taxe de séjour et l'emploi de celles-ci pour des actions de nature à favoriser la fréquentation touristique sont annexées au rapport de présentation du Compte Administratif ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le 1^{er} Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2018-178

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour la section de fonctionnement en dépenses :

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix (Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michael DELAFOSSE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Pour la section de fonctionnement en recettes :

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix (Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michael DELAFOSSE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Pour la section d'investissement en dépenses :

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix (Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michael DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Pour la section d'investissement en recettes :

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix (Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michael DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport du CA 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Règlement Budgétaire et Financier - Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier s'est engagée dans une démarche de transparence et de qualité budgétaire et financière qui dépasse les seules obligations législatives et réglementaires.

Document de référence pour les services comme pour les élus ou les citoyens, le présent Règlement budgétaire et financier sur la gestion pluriannuelle des investissements et la dette, uniformisé à l'échelle de la Ville et de la Métropole de Montpellier, formalise les règles de gestion interne, dans le respect du cadre juridique en vigueur.

Il a pour objectif principal d'améliorer la lisibilité des budgets en détaillant la gestion et le suivi des grandes opérations d'investissement engagées sur notre territoire:

- Pour les dépenses, au travers de la gestion en Autorisations de Programmes Crédits de Paiements (APCP),
- Pour les recettes, au travers de la gestion active, transparente et responsable de la dette.

Délibération n°V2018-179

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Adopter le Règlement Budgétaire et Financier de la Ville de Montpellier tel qu'il est présenté en annexe ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le 1^{er} Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RBF 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Convention de services comptables et financiers 2018

Depuis 2004, la Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques ont initié un partenariat formalisé par une convention de services comptables et financiers. Cette coopération a permis d'établir un partenariat constructif visant à renforcer l'efficacité des circuits comptables et financiers, favoriser les échanges entre les services et améliorer le service rendu aux usagers.

Cette convention a été reconduite et enrichie en 2009 et 2015 au fil des avancées sur les différentes thématiques.

Le projet de nouvelle convention 2018 établi avec la Direction Départementale des Finances Publiques et soumis au Conseil s'articule autour de trois axes principaux :

- L'optimisation des procédures d'exécution comptable :

Cet axe recouvre cinq actions visant à optimiser le recouvrement des recettes locales et à approfondir le contrôle des dépenses.

- L'amélioration de la qualité comptable :

Cet axe, articulé autour de quatre actions, vise à perfectionner de façon continue la qualité comptable du budget de la Ville ainsi que les échanges d'informations et de fichiers entre les services communaux et le comptable public. Cet axe accompagne la démarche de certification des comptes que la Ville a engagée avec la Cour des comptes.

Délibération n°V2018-180

- L'amélioration de l'expertise fiscale.

Cet axe vise à densifier le degré d'expertise et d'échange d'informations utiles au recensement des bases d'imposition entre les deux administrations. Il s'agit de garantir aux services et élus de la collectivité une information claire sur la fiscalité directe locale, et de faire en sorte que l'équité fiscale soit toujours recherchée et assurée aux contribuables locaux.

La convention de services comptables et financiers sera conclue pour une durée de cinq ans et pourra faire l'objet de modifications ultérieures en fonction de l'évolution des besoins et attentes des partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de services comptables et financiers 2018 annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire et Monsieur l'Adjoint au Maire délégué aux Finances à signer la convention de services comptables et financiers 2018.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de services comptables et financiers 2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Approbation du Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) Année 2017

La Loi du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » a été adoptée dans l'objectif de donner une nouvelle impulsion à l'intégration dans la société des personnes en situation de handicap (moteur, sensoriel, mental, psychique) ou à mobilité réduite (ensemble de personnes qui éprouvent des difficultés à se déplacer, de manière provisoire ou permanente).

Une des dispositions de la Loi est la mise en place de Commission Communale pour l'Accessibilité (article 46), obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants.

L'ordonnance n°1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP), des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, élargie la CCA à tous les usagers sous forme d'observatoire de l'accessibilité. Ainsi aux collèges des élus et des personnes en situation de handicap, se rajoute des représentants des personnes âgées, des acteurs de la vie économique et d'autres usagers de la Ville nommés par Monsieur le Maire. Y siègent sept élus, cinq représentants d'associations liées au handicap et leurs suppléants, un représentant des personnes âgées, un représentant des acteurs économiques, un représentant des bailleurs sociaux et une association représentant les consommateurs et les usagers de la Ville.

La CCA a comme obligation d'établir un rapport annuel. Ce document a de multiples vocations. Il doit permettre de formaliser l'état d'avancement de la mise en accessibilité du territoire, de capitaliser les actions,

d'informer les associations représentant les personnes handicapées ou à mobilité réduite, de faire remonter les difficultés et/ou les besoins mais également de mesurer les évolutions d'une année sur l'autre, d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité sur la commune.

Le contenu du rapport pour l'année 2017 : Le présent rapport dresse un bilan des activités de la Commission Communale pour L'Accessibilité :

1. La mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP)

L'ADAP de la Ville de Montpellier concerne plus de 305 ERP (Etablissements Recevant du Public) sur 248 sites. Sa mise en œuvre est programmée sur une durée de 9 ans, séquentielle en 3 périodes de 3 ans.

Son financement, sur 9 ans, représente 35 Millions d'euros au total. La première période couvre les années 2016/2018 pour un montant de 9 millions d'euros.

La seconde période couvre les années 2019-2021 pour un montant de 15 millions d'euros.

Et enfin, la troisième période couvre les années 2022-2024 pour un montant de 14 millions d'euros.

2. Le bilan des activités des groupes de travail « Espaces publics » et « ERP »

-ZAC République : Le Projet d'aménagement de la future ZAC République a été réalisé selon l'idée de la Conception Universelle et d'accessibilité pour tous avec de nombreuses réunions de concertations et d'ateliers avant-projet avec les associations de personnes handicapées et à mobilité réduite ayant permis d'intégrer leurs besoins et idées dans l'avant-projet ;

-Projet « SMART PARKING » : développement d'une application sur smartphone permettant le recensement des places de stationnement disponible (valides et PMR) avec des capteurs spécifiques.

3. L'inclusion des personnes en situation de handicaps dans la Ville

- Une action impulsée sur la ville grâce à l'action d'un chef de projet à temps plein dans le service de la cohésion sociale ;

-Handi'Com : l'évènement 2017 sensibilisation de 800 enfants durant le temps scolaire aux thématiques du Handicap, et mettre en avant les intérêts du sport partagé ;

- Séminaire de la Direction de l'Education pour l'accueil d'un enfant en situation de handicap : l'objectif d'harmoniser les pratiques de tous les intervenants sur les temps scolaires et périscolaires a été poursuivi. Un guide a été produit et diffusé auprès de tous les professionnels à l'issue ;

- Le Recensement de l'offre culturelle pour les « Publics Empêchés » dont les personnes en situation de handicap a permis d'identifier les besoins de communication et actions les plus adaptées.

Ce rapport a été transmis puis discuté le 29 mai 2018 avec les membres de la CCA réunie en commission plénière. Il est aussi, le fruit des réunions des Groupes de Travail « Mobilité », « Cadre Bâti », « Accès aux droits et à l'Information », issus de la CCA et qui se sont réunis à plusieurs reprises en 2017 en assemblée, en ateliers ou sur le terrain. Ces groupes de travail ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer, dans une démarche partenariale et transversale, des priorités d'intervention. Ils sont composés de représentants des services de la Ville et de la Métropole directement concernés par les sujets, de représentants d'institutions partenaires et de représentants de personnes en situation de handicap.

Après validation par le Conseil Municipal, le rapport 2017 sera transmis à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Président du Conseil Départemental, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés. Il sera mis en ligne sur le site Internet de la Ville pour être consultable par tous les citoyens.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le présent rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CCA 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Zone d'aménagement concerté EAI Dossier de réalisation de la ZAC Approbation

La reconversion de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), située dans le quartier de la Croix d'Argent à Montpellier et qui a fermé ses portes à l'été 2010, constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle), avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

La Ville de Montpellier a décidé de saisir cette opportunité exceptionnelle en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté de 35 hectares, situé à proximité du centre-historique et au potentiel remarquable, pour le remobiliser au service de son développement urbain, de son rayonnement et de la création d'emploi, plus particulièrement dans le domaine des Industries Culturelles Créatives (ICC).

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m², doté d'un important patrimoine militaire bâti et d'un ancien terrain d'entraînement qui constitue désormais un vaste parc, auquel les Montpelliérains témoignent un fort attachement depuis son

ouverture en janvier 2011.

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville a, par délibération en date du 25 juin 2012, confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en 2016, l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement.

La création de la ZAC EAI :

Par délibération du 18 juin 2015, le Conseil municipal a approuvé le lancement de la procédure de Zone d'aménagement concerté (ZAC) EAI et les objectifs de concertation et d'association du public.

En application des articles R.122-1 et suivants du code de l'environnement, la création de la ZAC a été précédée d'une étude d'impact. Par délibération du 28 avril 2016, le Conseil municipal a approuvé les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact de la future ZAC. Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil municipal a approuvé le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact accompagné de l'avis de l'autorité environnementale et du carnet de réponses, et pris en considération les observations et propositions recueillies auprès du public au cours de la procédure de mise à disposition.

Par délibération du 26 janvier 2017, le Conseil municipal a arrêté le bilan de la concertation préalable et a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI.

Le périmètre de la ZAC représente une surface de 19,5 hectares comprenant :

- l'ancienne caserne Guillaut et un petit secteur avenue Lepic ;
- le secteur des Chasseurs composé pour partie d'ilots construits situés au sud de la rue des Chasseurs.

L'objectif de la ZAC est de réaliser environ 2 500 logements à terme constituant une offre alternative à l'étalement urbain et contribuant à dynamiser la requalification des quartiers riverains. Elle permettra également la création de 30 000 m² environ de services, commerces et activités. Enfin, il est prévu la construction de 2 équipements publics de proximité : un groupe scolaire de 20 classes à terme et une crèche de 48 berceaux.

Conformément à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier qui a pris l'initiative de la création de la ZAC EAI a constitué un dossier de réalisation ; celui-ci comprend :

1. le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
2. le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
3. les modalités provisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps
4. la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole approuvant le programme des équipements publics.

Le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone :

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC EAI inclut :

- les équipements publics d'infrastructure dans le périmètre de la ZAC :
 - voiries, places, aménagements paysagers, aire de jeux, mobilier urbain, éclairage public ;

- réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques ;
 - réseau d'eaux usées ;
 - réseau d'eau potable et défense incendie ;
 - réseau de haute, moyenne et basse tension électrique ;
 - réseau de télécommunications ;
 - réseau de chaleur urbain ;
 - génie civil de vidéo-surveillance ;
- les équipements publics de superstructures dans le périmètre de la ZAC :
 - une crèche de 48 berceaux ;
 - un groupe scolaire de 20 classes ;
 - les équipements publics d'infrastructure hors du périmètre de la ZAC :
 - le renforcement, la création et le dévoiement éventuel d'ouvrages et réseaux à l'extérieur de la caserne (HTA et eau potable) ;
 - l'aménagement du parc Montcalm (y compris bassins de rétention).

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, à l'exception de la crèche qui sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier ainsi que, hors du périmètre de ZAC, du renforcement du réseau HTA qui sera réalisé par ENEDIS et des travaux d'eau potable qui seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce projet d'ensemble est par ailleurs l'opportunité d'améliorer la situation hydraulique des bassins versants existants, dont les ouvrages sont à ce jour déjà saturés. En concertation avec l'Etat (service hydraulique de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer) et les services de la Métropole, il est proposé que l'ensemble des eaux pluviales de la ZAC soit envoyé à terme dans le Lantissargues, via les aménagements du parc Montcalm. L'ouvrage d'assainissement unitaire de l'avenue Lepic qui déborde lors d'épisodes pluvieux peu intenses et n'assure donc pas efficacement l'évacuation des eaux de pluies de la partie Nord de la caserne Guillaut vers le ruisseau des Aiguerelles, sera ainsi déchargé.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, eau potable et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement. Le réseau d'alimentation électrique haute et basse tension sera remis au concessionnaire du réseau.

Le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone :

Le programme global des constructions représente une surface de plancher (SDP) de 214 000 m² qui se répartiront de la façon suivante :

- Environ 2 500 logements familiaux diversifiés (libres, intermédiaires, sociaux) ;
- Environ 30 000 m² d'activités (bureaux, enseignement, commerces et services de proximité à destination des usagers et habitants) ;
- Deux équipements publics : un groupe scolaire de 20 classes ainsi qu'une crèche de 48 berceaux.

Cette grande mixité programmatique permettra de garantir l'urbanité et la qualité de vie du quartier.

Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps :

Compte tenu du programme global de construction, l'aménagement de la ZAC EAI se développera sur 15 ans environ.

La réalisation de l'opération a été confiée à la SA3M dans le cadre d'une concession d'aménagement qui intègre également le parc Montcalm.

L'ensemble des dépenses et recettes de l'opération s'inscrivent dans le bilan la concession d'aménagement issu du dernier Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016) approuvé par le Conseil Municipal en date du 3 novembre 2017.

Le financement des équipements publics de la ZAC est assuré par l'opération d'aménagement ainsi que par une participation de la Ville de Montpellier d'un montant de 38,9 millions d'euros HT.

L'étude d'impact :

L'étude d'impact, pièce constitutive du dossier de création de la ZAC, n'a pas fait l'objet de compléments depuis l'approbation du dossier de création de la ZAC EAI par le Conseil municipal en date du 26 janvier 2017.

L'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a sollicité l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics à réaliser dans la Zone d'Aménagement concerté (ZAC) EAI relevant de ses compétences. En date du 26 avril 2018, le conseil métropolitain a approuvé :

- le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC EAI;
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine;
- le principe de leur financement ;
- et la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

La délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2018-156 est jointe en annexe de la présente délibération.

Le dossier de réalisation de la ZAC EAI établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme est joint en annexe 2 de la présente délibération.

Conformément aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2018-156 en date du 26 avril 2018 approuvant le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC EAI, les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine, le principe de leur financement et la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte, telle que jointe en annexe de la présente délibération ;
- d'approuver le dossier de réalisation de la Zone d'aménagement concerté (ZAC) EAI établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- de dire que ce dossier sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 2-DC3M 24 04 2018_PEP ZAC EAI.pdf

- Annexe 1 VD.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Zone d'aménagement concerté EAI Programme des équipements publics Approbation

La reconversion de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), située dans le quartier de la Croix d'Argent à Montpellier et qui a fermé ses portes à l'été 2010, constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle), avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

La Ville de Montpellier a décidé de saisir cette opportunité exceptionnelle en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté de 35 hectares, situé à proximité du centre-historique et au potentiel remarquable, pour le remobiliser au service de son développement urbain, de son rayonnement et de la création d'emploi, plus particulièrement dans le domaine des Industries Culturelles Créatives (ICC).

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m², doté d'un important patrimoine militaire bâti et d'un ancien terrain d'entraînement qui constitue désormais un vaste parc, auquel les Montpelliérains témoignent un fort attachement depuis son

ouverture en janvier 2011.

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville a, par délibération en date du 25 juin 2012, confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en 2016, l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement.

La création de la ZAC EAI :

Par délibération du 18 juin 2015, le Conseil municipal a approuvé le lancement de la procédure de Zone d'aménagement concerté (ZAC) EAI et les objectifs de concertation et d'association du public.

En application des articles R.122-1 et suivants du code de l'environnement, la création de la ZAC a été précédée d'une étude d'impact. Par délibération du 28 avril 2016, le Conseil municipal a approuvé les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact de la future ZAC. Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil municipal a approuvé le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact accompagné de l'avis de l'autorité environnementale et du carnet de réponses, et pris en considération les observations et propositions recueillies auprès du public au cours de la procédure de mise à disposition.

Par délibération du 26 janvier 2017, le Conseil municipal a arrêté le bilan de la concertation préalable et a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI.

Le périmètre de la ZAC représente une surface de 19,5 hectares comprenant :

- l'ancienne caserne Guillaut et un petit secteur avenue Lepic ;
- le secteur des Chasseurs composé pour partie d'ilots construits situés au sud de la rue des Chasseurs.

L'objectif de la ZAC est de réaliser environ 2 500 logements à terme constituant une offre alternative à l'étalement urbain et contribuant à dynamiser la requalification des quartiers riverains. Elle permettra également la création de 30 000 m² environ de services, commerces et activités. Enfin, il est prévu la construction de 2 équipements publics de proximité : un groupe scolaire de 20 classes à terme et une crèche de 48 berceaux.

Le programme des équipements publics à réaliser dans la zone :

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC EAI inclut :

- les équipements publics d'infrastructure dans le périmètre de la ZAC :
 - voiries, places, aménagements paysagers, aire de jeux, mobilier urbain, éclairage public ;
 - réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques ;
 - réseau d'eaux usées ;
 - réseau d'eau potable et défense incendie ;
 - réseau de haute, moyenne et basse tension électrique ;
 - réseau de télécommunications ;
 - réseau de chaleur urbain ;
 - génie civil de vidéo-surveillance ;

- les équipements publics de superstructures dans le périmètre de la ZAC :
 - une crèche de 48 berceaux ;
 - un groupe scolaire de 20 classes ;
- les équipements publics d'infrastructure hors du périmètre de la ZAC :
 - le renforcement, la création et le dévoiement éventuel d'ouvrages et réseaux à l'extérieur de la caserne (HTA et eau potable) ;
 - l'aménagement du parc Montcalm (y compris bassins de rétention).

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, à l'exception de la crèche qui sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier ainsi que, hors du périmètre de ZAC, du renforcement du réseau HTA qui sera réalisé par ENEDIS et des travaux d'eau potable qui seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, eau potable et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement. Le réseau d'alimentation électrique haute et basse tension sera remis au concessionnaire du réseau.

Le financement des équipements publics de la ZAC est assuré par l'opération d'aménagement ainsi que par une participation de la Ville de Montpellier d'un montant de 38,9 millions d'euros HT.

En application de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a sollicité l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics à réaliser dans la Zone d'Aménagement concerté (ZAC) EAI relevant de ses compétences. En date du 26 avril 2018, le Conseil métropolitain a approuvé :

- le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC EAI,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement
- et la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Conformément à l'article R. 311-8 du code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le programme des équipements publics joint en annexe de la présente délibération, qui précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis.

Conformément aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le programme des équipements publics pour la Zone d'aménagement concerté (ZAC) EAI tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- de dire que le programme des équipements publics sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe_PEP ZAC EAI.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Zone d'aménagement concerté EAI
Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de
Montpellier et la SA3M sur les modalités de remises d'ouvrages et les
participations financières liées au volet eau potable
en dehors du périmètre de la ZAC
Approbation - autorisation de signature**

La reconversion de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), située dans le quartier de la Croix d'Argent à Montpellier et qui a fermé ses portes à l'été 2010, constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle), avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

La Ville de Montpellier a décidé de saisir cette opportunité exceptionnelle en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté de 35 hectares, situé à proximité du centre-historique et au potentiel remarquable, pour le remobiliser au service de son développement urbain, de son rayonnement et de la création d'emploi, plus particulièrement dans le domaine des Industries Culturelles Créatives (ICC).

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m², doté d'un important patrimoine militaire bâti et d'un ancien terrain d'entraînement qui constitue désormais un vaste parc, auquel les Montpelliérains témoignent un fort attachement depuis son ouverture en janvier 2011.

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville a, par délibération en date du 25 juin 2012, confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en 2016, l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement.

La création de la ZAC EAI :

Par délibération du 18 juin 2015, le Conseil municipal a approuvé le lancement de la procédure de Zone d'aménagement concerté (ZAC) EAI et les objectifs de concertation et d'association du public.

Par délibération du 26 janvier 2017, le Conseil municipal a arrêté le bilan de la concertation préalable et a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI.

Le périmètre de la ZAC représente une surface de 19,5 hectares comprenant :

- l'ancienne caserne Guillaud et un petit secteur avenue Lepic ;
- le secteur des Chasseurs composé pour partie d'îlots construits situés au sud de la rue des Chasseurs.

L'objectif de la ZAC est de réaliser environ 2 500 logements à terme constituant une offre alternative à l'étalement urbain et contribuant à dynamiser la requalification des quartiers riverains. Elle permettra également la création de 30 000 m² environ de services, commerces et activités. Enfin, il est prévu la construction de 2 équipements publics de proximité : un groupe scolaire de 20 classes à terme et une crèche de 48 berceaux.

Le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone :

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC EAI inclut :

- les équipements publics d'infrastructure dans le périmètre de la ZAC :
 - voiries, places, aménagements paysagers, aire de jeux, mobilier urbain, éclairage public,
 - réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
 - réseau d'eaux usées,
 - réseau d'eau potable et défense incendie,
 - réseau de haute, moyenne et basse tension électrique,
 - réseau de télécommunications,
 - réseau de chaleur urbain,
 - génie civil de vidéo-surveillance,
- les équipements publics de superstructures dans le périmètre de la ZAC :
 - une crèche de 48 berceaux,
 - un groupe scolaire de 20 classes,
- les équipements publics d'infrastructure hors du périmètre de la ZAC :
 - le renforcement, la création et le dévoiement éventuel d'ouvrages et réseaux à l'extérieur de la caserne (HTA et eau potable),
 - l'aménagement du parc Montcalm (y compris bassins de rétention).

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, à l'exception de la crèche qui sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier ainsi que, hors du périmètre de ZAC, du renforcement du réseau HTA qui sera réalisé par ENEDIS et des travaux d'eau potable qui seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce projet d'ensemble est par ailleurs l'opportunité d'améliorer la situation hydraulique des bassins versants existants, dont les ouvrages sont à ce jour déjà saturés. En concertation avec l'Etat (service hydraulique de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer) et les services de la Métropole, il est proposé que l'ensemble des eaux pluviales de la ZAC soit envoyé à terme dans le Lantissargues, via les aménagements du parc Montcalm. L'ouvrage d'assainissement unitaire de l'avenue Lepic qui déborde lors d'épisodes pluvieux peu intenses et n'assure donc pas efficacement l'évacuation des eaux de pluies de la partie Nord de la caserne Guillaut vers le ruisseau des Aiguerelles, sera ainsi déchargé.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, eau potable et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement. Le réseau d'alimentation électrique haute et basse tension sera remis au concessionnaire du réseau.

S'agissant des équipements publics réalisés à l'intérieur de la ZAC et destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences, ils seront pris en charge par l'opération d'aménagement. Ainsi, aucune participation spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics destinés à lui être remis n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à leur création à l'intérieur de la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

S'agissant des équipements publics d'eau potable situés hors du périmètre de ZAC, le financement de l'extension du réseau sous la rue des Chasseurs sera pris en charge à 100% par l'opération : le montant de la participation de la ZAC a été évalué par Montpellier Méditerranée Métropole à 200 000 € H.T. (y compris frais d'études et aléas).

Par ailleurs, des travaux de renforcement des ouvrages de l'étage 80 du réseau d'eau potable (stockage et réseaux) sont programmés dans le schéma directeur d'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole ; un raccordement du réseau interne de la ZAC EAI sur l'étage 80 s'avère nécessaire pour desservir les futurs bâtiments avec une pression suffisante jusqu'aux derniers étages : le montant de la participation de la ZAC à ce renforcement du réseau AEP a été évalué par Montpellier Méditerranée Métropole à 600 000 € H.T. (y compris frais d'études et aléas), soit 50 % du coût total estimé, défini au prorata des besoins générés par la ZAC par rapport aux besoins totaux futurs identifiés de l'étage de pression.

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) s'applique à la ZAC. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'aménageur. Toutefois, le montant de ces travaux étant supérieur au montant total de la PFAC pour les 2 500 logements de la ZAC et les 30 000 m² d'activités, la PFAC ne pourra pas être réclamée aux propriétaires qui construisent dans la ZAC.

Un projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M aménageur s'avère nécessaire pour préciser les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières liées au volet eau potable en dehors du périmètre de la ZAC (extension et renforcement des ouvrages d'eau potable), ainsi que les modalités de réception des

travaux et de remise des ouvrages à Montpellier Méditerranée Métropole. Il est joint en annexe de la présente délibération.

Par délibération du 26 avril 2018, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en a approuvé les termes.

La Ville de Montpellier ayant confié l'aménagement et l'équipement des terrains de la ZAC EAI à la SA3M par le biais d'une concession d'aménagement approuvée le 25 juin 2012 et signée le 11 juillet 2012, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les termes de cette convention tripartite dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M aménageur qui précisera les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières liées au volet eau potable en dehors du périmètre de la ZAC, ainsi que les modalités de réception des travaux et de remise des ouvrages à Montpellier Méditerranée Métropole tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe_Convention tripartite.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

ZAC EAI Demande d'agrément de candidature Lot 4a1 SAS "Campus créatif"

La reconversion du site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), dans le quartier Croix d'Argent, constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Ville de Montpellier. En complément du développement de nouveaux quartiers, ce projet vise à réintroduire une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpellieraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce site et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

A l'issue d'une phase de concertation préalable, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise

particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances,...mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrège à l'ancien sans l'effacer ;
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront activités innovantes, structures de formation, commerces de proximité et le parc Montcalm, lui aussi support sur plus de 20 hectares d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 22 décembre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature de la société « Campus Créatif » pour le lot n°4a1 de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage : SAS Campus Créatif
140 rue Robert Koch
34080 Montpellier

Localisation du projet : Section HY n°548

Surface du lot : 3 559 m² environ

Nature du projet : Un ensemble immobilier regroupant :

- écoles et équipements annexes
- logements étudiants
- un parking en sous sol

SDP envisagée : 15 467.28 m² dont :

- 7 109.88 m² de SDP pour l'implantation des écoles et des équipements annexes
- 8 357.40 m² de SDP pour les logements étudiants

SDP maximale autorisée : 15 600 m²

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature de la société « Campus Créatif », en vue de la réalisation d'un ensemble immobilier regroupant des écoles et équipements annexes, des logements étudiants et un parking en sous-sol dans la ZAC EAI ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
 jeudi 28 juin 2018**

**Extrait du registre des
 délibérations du Conseil
 municipal de la Ville de
 Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
 membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
 se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
 Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
 Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
 durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
 Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**ZAC OVALIE
 Demande d'agrément de candidature
 Tranche 7 - Lot n°6bis A
 "ACM Habitat"**

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 33000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Varières et la place de la Providence.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1^{er} mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature du bailleur social «ACM Habitat » pour le lot 6bisA de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

Maître d'ouvrage : ACM Habitat (OPH)
407 avenue Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER Cedex 3

Localisation du projet : Section PB n°131p, PB n°271p et PB n°273p

Surface du lot : 701 m² environ

Nature du projet : 32 logements collectifs sociaux.

SDP envisagée : 2 400 m² de SDP

SDP maximale autorisée : 2 520 m² de SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de la société « ACM Habitat », en vue de la réalisation d'une opération de 32 logements collectifs sociaux dans la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 8 voix

M. Rémi ASSIE, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de
fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux à l'avenue
Georges Clemenceau**

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur », lancée en 2003 par la Ville de Montpellier, pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

Dans le cadre de la loi du 2 août 2005, précisée par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, la Ville a décidé en 2010, de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un danger patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité, en définissant un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité. A ainsi été instauré un droit de préemption spécifique sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010. Ce périmètre a été étendu par délibération le 29 septembre 2015.

14 secteurs sont à ce jour inscrits dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger,
- Halles Laissac-faubourg de la Saunerie-boulevard Clemenceau,
- Boulevard de l'Observatoire, boulevard du Jeu-de-Paume et Ledru-Rollin,
- Rue Faubourg du Courreau,
- Rue St Guilhem,
- Rue de Verdun – Rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier,
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – place Carnot,
- Cours Gambetta – plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne,
- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles,
- Boulevards L.Pasteur et L. Blanc – Place Albert 1^{er} – rue de l'Université,
- Rues de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély,
- Rue Maguelone
- Grand'rue Jean Moulin (partie Sud-Ouest)
- Boulevard Victor Hugo

Cet outil permet à la Ville de suivre et d'analyser l'évolution des mutations commerciales sur ces secteurs et, ponctuellement, de mener une action publique pour les orienter et les maîtriser. Cette action est conduite dans la logique de poursuite des objectifs suivants :

- la préservation de l'attractivité et de la chalandise spécifiques des pôles commerciaux structurants du centre-ville ;
- la possibilité, par la maîtrise de fonds de commerce en complément des murs associés, d'agir pour améliorer les conditions d'exploitation et le maintien d'activités professionnelles particulières ;
- la volonté d'amortir l'impact du processus de spécialisation excessif de certains sites et linéaires commerciaux ;
- le souhait de pouvoir anticiper toute démarche spéculative et surenchère résultant de la mise en œuvre des projets urbains structurants.

Il est proposé, par la présente délibération, d'étendre ce périmètre à l'avenue Georges Clemenceau.

Par sa configuration, sa position et sa structuration, l'avenue Clemenceau représente un axe majeur de la Ville. Le commerce y joue un rôle déterminant, son linéaire est significatif. La perte de qualité commerciale a des conséquences sur l'image donnée à l'avenue et, par extension immédiate, impacte celle du centre-ville. Le commerce actuel est en perte remarquable de vitesse et se caractérise par un déficit global d'attractivité.

Il paraît essentiel d'agir rapidement sur le devenir du commerce sur cet axe et d'utiliser les outils ad hoc afin d'orienter la qualité, les activités et, complémentaiement, en vue de maîtriser les mutations dans le cadre des opérations d'aménagement urbains à venir. Le passage de la future ligne 5 de tramway, l'opération « Passage Clemenceau », et les opérations de renouvellement urbain engendreront des mutations rapides. Il est par conséquent nécessaire d'encadrer et définir une démarche cohérente vis-à-vis du commerce, qui est un des principaux vecteurs de la requalification de cette avenue.

Le plan délimitant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité intégrant le nouveau secteur et le rapport d'analyse afférent ont été soumis pour avis à la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier et à la Chambre de métiers et de l'artisanat en application de l'article R.214-1 du Code de l'urbanisme. Les avis respectivement rendus les 28 et 7 mars derniers sont favorables.

Délibération n°V2018-187**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et de baux commerciaux sur l'avenue Georges Clemenceau, délimitée conformément au plan joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

M. Christophe COUR, M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Préemption du fonds de commerce 26 rue du Faubourg du Courreau
Rétrocession à la Société l'ARBRE BLEU 2
Création d'une épicerie bio et bar à jus**

Dans le cadre de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et de son décret d'application n° 2007-1827 du 26 décembre 2007, ainsi que de la loi de modernisation de l'économie n° 2008-776 du 4 août 2008, la Ville a décidé, par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010, de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

Par décision du 29 septembre 2015, ce périmètre a été étendu.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

Par décision en date du 27 février 2012, la Ville de Montpellier est devenu propriétaire, à la suite de l'exercice de son droit de préemption, du droit au bail de la société ORTHOPEDIE RICHTER situé 26 rue du faubourg du Courreau, sur le bien cadastré section BX n° 450.

Délibération n°V2018-188

Le bail a été consenti moyennant un loyer initial annuel de 12 000 €, auquel s'ajoutent 100 € de provisions sur charges mensuelles. Le droit au bail est proposé au prix de 30000 €, les frais d'acte étant à la charge du repreneur.

En application des articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a initié, le 3 avril dernier, une procédure de rétrocession du fonds de commerce du local situé 26 rue du Faubourg du Courreau et a approuvé le cahier des charges de cession en vue de trouver un repreneur pour ce local sur appel à candidatures.

Une seule offre a été reçue, elle porte sur un projet d'épicerie bio, bar à jus et « raw food » (cuisine crue et naturelle) porté par la société et l'enseigne « L'ARBRE BLEU 2 » dirigée par Monsieur Wilfried LEMAIRE, demeurant 295 rue Daumas à Montpellier, et Monsieur Xavier LLONGUERAS domicilié 6 rue Balard à Montpellier.

Le concept envisagé est une épicerie bio, bar à jus frais, produits locaux, vin naturel ou biodynamique.

L'offre de rachat est conforme à la mise à prix soit 30.000 €.

L'offre de cette enseigne répond aux objectifs poursuivis par la ville de Montpellier pour la rétrocession de ce fonds de commerce, la Ville souhaitant renforcer l'attractivité de cette rue en diversifiant les activités commerciales et artisanales proposées.

Le projet commercial paraît qualitativement satisfaisant et amène une offre nouvelle, en lien avec les tendances actuelles de l'alimentation. L'objectif de ces professionnels est de créer un espace convivial et chaleureux. L'approche économique est cohérente et les futurs exploitants présentent a priori les qualifications requises, l'expérience positive de de cette même enseigne, rue Frédéric Peysson, étant un gage du savoir-faire de l'exploitant.

Il est proposé au Conseil municipal de retenir ce projet. La régularisation de la cession est toutefois conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme. La vente sera donc affermée en fonction de la décision définitive du bailleur.

Délibération n°V2018-188

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la rétrocession par la Ville du droit au bail du local situé 26 rue du Faubourg du Courreau pour un prix de 30.000 € net vendeur, à la société L'ARBRE BLEU 2 ou toute société substituée, afin d'y exploiter une activité d'épicerie bio, bar à jus et cuisine naturelle « raw food »,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Préemption du fonds de commerce 38 rue du Faubourg du Courreau Rétrocession à Messieurs BRUNI et PAUL Création d'un restaurant italien avec épicerie fine

Dans le cadre de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, ainsi que de la loi de modernisation de l'économie n° 2008-776 du 4 août 2008, la Ville a décidé, par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010, de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

Par décision du 29 septembre 2015, ce périmètre a été étendu.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

Le 15 juin 2017, la SARL HLA a déclaré une cession d'un fonds de commerce situé 38 rue faubourg du Courreau, cadastré section BX 118, au prix de 38 000 €.

Délibération n°V2018-189

La SA3M, en qualité de concessionnaire de la Ville au titre de l'opération Nouveau Grand Cœur, a décidé d'exercer le droit de préemption, dont elle est bénéficiaire par délégation, au prix proposé et s'est donc rendue propriétaire de ce fonds de commerce.

Le bail a été consenti moyennant un loyer initial mensuel de 750 € hors charges qui s'élève à ce jour à 875 € plus 40 € de charges.

En application des articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a initié le 3 avril dernier une procédure de rétrocession de ce fonds et a approuvé le cahier des charges de cession en vue de trouver un repreneur pour ce local.

Une seule offre a été reçue. Le projet concerne une enseigne de restauration dénommée « BORSALINO CAFE », projet porté par Monsieur Barthelemy BRUNI demeurant 295 rue Daumas à Montpellier, et Monsieur Antoine PAUL, domicilié au 10 Quai Clemenceau à Palavas-les-Flots.

Le concept envisagé est un restaurant italien adossé à une épicerie italienne de qualité, avec un «barista » (sommelier du café) qui viendra compléter le projet.

L'offre de rachat proposée est de 40.000 €, la mise à prix minimale étant fixée à 38.000 €.

Cette offre répond aux objectifs poursuivis par la ville de Montpellier pour la rétrocession de ce fonds de commerce préempté, la Ville souhaitant renforcer l'attractivité de cette rue en diversifiant les activités commerciales et artisanales proposées.

Le projet commercial paraît en effet qualitativement satisfaisant et amène une offre nouvelle, originale, qui apporte de la diversité dans la vie du quartier. L'objectif de ces professionnels est de créer un espace convivial et chaleureux à destination notamment des habitants du quartier. Enfin, l'approche économique est cohérente et les futurs exploitants présentent les qualifications requises pour l'exploitation d'un tel commerce. Les expériences professionnelles déclarées par les candidats semblent satisfaisantes en vue de la réussite du projet.

Il est proposé au Conseil municipal de retenir ces acquéreurs.

Toutefois, la régularisation de la cession est toutefois conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme. La vente sera donc affirmée en fonction de la décision définitive du bailleur.

Délibération n°V2018-189

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la rétrocession par la SA3M du fonds de commerce portant sur le local cadastré BX 118 situé 38 rue du Faubourg du Courreau pour un prix de 40.000 € net vendeur, à Messieurs BRUNI et PAUL ou toute société substituée, afin d'y exploiter une activité de restauration italienne, d'art du café et d'épicerie fine;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 4 voix

M. Henri de VERBIZIER, Mme Chantal MARION, Mme Caroline NAVARRE, M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
 jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
 délibérations du Conseil
 municipal de la Ville de
 Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
 membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
 se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
 Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
 Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement
 durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

FONCIER

Retrait de 7 lots de la copropriété n°8 du Petit Bard appartenant à la Ville de Montpellier

Dans le cadre du PRU Cévennes-Petit Bard, la Ville a acquis à la SERM par acte du 29 août 2016 les lots 420 à 426 en nature d'emplacements de parking de la copropriété n° 8 du Petit Bard, située 2 rue des Ali-siers.

La Ville de Montpellier, en sa qualité d'unique propriétaire des emplacements de stationnement constitutifs des lots numéros 420 à 426, souhaite retirer lesdits lots de la copropriété, en vue de les céder pour les intégrer à l'espace public métropolitain.

Pour ce faire, la Ville de Montpellier a demandé le retrait des lots ci-dessus désignés pour constituer une propriété séparée, conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965.

L'Assemblée Générale des copropriétaires, réunie sur convocation régulière du syndic de copropriété, le 10 novembre 2016, a voté à la majorité la résolution n°5 approuvant ce retrait.

La résolution n°6 approuvant le nouvel état descriptif de division de la copropriété a également été votée à la majorité.

Délibération n°V2018-190

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'entériner la décision de retrait des lots n° 420 à 426 de la copropriété n°8 du Petit Bard appartenant à la Ville ;
- d'approuver le nouvel état descriptif de la copropriété n°8 du Petit Bard ;
- de dire que toute dépense afférente sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Régularisation foncière - Cession de la parcelle HK 327 à la copropriété du Polygone

La Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée section HK 327 d'une contenance cadastrale de 16m² sur 6 étages, soit 96 m² bâtis, intégrés partiellement au centre-commercial du Polygone.

Dans le cadre du projet de rénovation du centre commercial, et en complément de la délibération du 28 septembre 2017 portant sur la cession de deux précédentes parcelles et la conclusion d'une convention d'occupation puis de celle du 3 mai 2018 sur la cession de places de parking à la copropriété, il est proposé de régulariser la cession de la parcelle HK 327 à la demande de la copropriété en vue de faciliter l'opération de rénovation du centre-commercial.

Conformément à l'avis des Domaines en date du 3 mai 2018, il est proposé un prix de vente de 750 € par m² soit 72 000 € pour les 96 m² bâtis, au profit de la copropriété du Polygone.

Une fois acquises par la copropriété, ces surfaces seront divisées en nouveaux lots pour être réparties à chaque niveau entre les copropriétaires.

La Ville, en tant que copropriétaire au titre de ses parkings, devra en conséquence procéder au rachat d'un des nouveaux lots issus de la division de la parcelle cadastrée HK n° 327 d'une surface de 39m² répartis sur les 3 premiers niveaux de parkings (P4 à P2).

Délibération n°V2018-191

Le prix sera identique au prix de cession initiale à la copropriété soit 750 € le mètre carré et 29 250 €.

A la suite des cessions intervenues au sein du centre commercial, les tantièmes de copropriété appartenant à la Ville de Montpellier seront recalculés et mis à jour en fonction des nouvelles surfaces issues de la nouvelle répartition notamment des parties communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter la cession de la parcelle cadastrée section HK n°327 à la copropriété « de l'ensemble immobilier du centre commercial du Polygone et de ses parkings » au prix de 72 000 € net vendeur ;
- De dire que la recette relative à cette vente sera imputée au budget de la Ville chapitre 954 ;
- D'accepter l'acquisition du nouveau lot de copropriété qui sera créé à l'issue de la précédente cession pour une surface de 39m² répartis sur les trois premiers niveaux de parking au prix de 29 250 € ;
- De dire que la dépense relative à cette acquisition sera imputée au budget de la Ville chapitre 905 ;
- D'accepter la prise en charge des frais liés à l'acte à hauteur de 50 % et de les imputer sur le budget de la ville chapitre 935 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n°2012/284), du 17 juin 2013 (n°2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n°2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n°V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Délibération n°V2018-192

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

<p>Enseigne « THANH - LONG », restaurant Gérante : Mme Ngoc Lan BELCONDE 3 rue Durand</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés (total de subvention de 7 000 €) : 6 000 € de subvention travaux plafonnée 1 000 € de subvention MOE plafonnée</p> <p>Montant de la subvention : 3 500,00 €</p>	
<p>Enseigne « FLEUR DE PEAU », magasin LA COLLANTERIE Gérant : M Frédéric MANESSIER 22 rue des Etuves</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés (total de subvention de 7 000 €) : 6 000,00 € de subvention totale travaux plafonnée 1 000,00 € de subvention totale MOE plafonnée</p> <p>Montant de la subvention : 3 500,00 €</p>	
<p>Enseigne « PEP'S », association éducatrice et sportive pour enfants Gérante : Mme Perrine POLENNE 6 place Roger Salengro (droite)</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés : 3 400 € de subvention travaux totale</p> <p>Montant de la subvention : 1 700,00 €</p>	
<p>Enseigne « NEKO », restaurant Gérant : M. Jonathan CHOUKROUN 14 rue des Sœurs Noires</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés (total de subvention de 5 180 €) : 4 180,00 € de subvention totale travaux 1 000,00 € de subvention totale MOE plafonnée</p> <p>Montant de la subvention : 2 590,00 €</p>	

Délibération n°V2018-192

Enseigne « Le Singe à Trois Têtes » (LS3T), agence de communication Gérant : M. Loïs LLOSE 1 rue Parlier <i>4 037,50 € de subvention travaux</i>	
	Montant de la subvention : 4 037,50 €
Enseigne « Des Rêves et du Pain » SAS, boulangerie Gérant : M. Clément AVIAS 10 rue Eugène Lisbonne <i>1 765 € de subvention travaux</i> <i>360 € de subvention MOE</i>	
	Montant de la subvention : 2 125,00 €
Enseigne « HISPANOTHEQUE », association culturelle Gérant : M. Blanca AZCÁRRAGA 15 rue Jacques Draparnaud <i>1 957,50 € de subvention travaux</i>	
	Montant de la subvention : 1 957,50 €
Enseigne « La Table des Poètes », restaurant Gérante : Mme Brigitte LEGROS 16 rue Chaptal / 2 rue Desmazes <i>4 332,35 € de subvention travaux</i> <i>1 000,00 € de subvention MOE plafonnée</i>	
	Montant de la subvention : 5 332,35 €
Enseigne « CHEZ TANTINE », brasserie Gérante : Mme Florence MOUCHAGUE-BULOT 1 place Rondelet Solde de la subvention 50 % + travaux complémentaires : <i>2 750,00 € de solde de subvention travaux</i> <i>25,60 € de subvention sur travaux complémentaires</i>	
	Montant de la subvention : 2 775,60 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ce dossier, le versement de ces subventions sera réalisé après visite de conformité des travaux.

Délibération n°V2018-192**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 27 517,95 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, Chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Stationnement Payant sur Voirie Convention de gestion des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) en cycle complet

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le stationnement est devenu une modalité d'occupation du domaine public et le non-paiement immédiat du stationnement est assimilé au choix de l'utilisateur d'un paiement postérieur au stationnement par l'intermédiaire d'un Forfait de Post-Stationnement (FPS).

Le Forfait de Post-Stationnement est donc dû au titre de l'occupation du domaine public, en cas de stationnement sur un emplacement payant de voirie. Il peut être édité par voie dématérialisée et géré par l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI).

Désignée par la loi pour l'émission des titres exécutoires, l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions propose aux collectivités de notifier pour leur compte les avis de paiement du FPS directement aux usagers. Cette convention couvrant l'ensemble des échanges nécessaires (avis de paiement, avis rectificatif, encaissement, justificatif de paiement et reversement à la collectivité) laisse aux collectivités la possibilité de proposer un FPS minoré.

Après quelques mois de fonctionnement, il apparaît opportun pour améliorer la qualité du service rendu à l'utilisateur de faire le choix du cycle complet.

En effet, avec la convention « cycle complet », l'utilisateur bénéficie de deux canaux de notification, ce qui sécurise le processus d'information à son attention :

Délibération n°V2018-193

- L'avis de paiement déposé sur le véhicule de l'utilisateur ;
- La notification par voie postale de l'avis de paiement du FPS par l'ANTAI, au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné, dans un délai de 7 à 10 jours après envoi du FPS à l'ANTAI.

En cas de disparition ou de perte de l'avis de paiement déposé sur le véhicule, l'utilisateur aura grâce à cette seconde notification, la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis de 90 jours. De surcroît, il pourra effectuer une réclamation nommée RAPO (Recours Administratif Préalable Obligatoire) avant la date d'expiration de celui-ci (30 jours).

Enfin, comme en cycle partiel, en cas de non-paiement dans un délai de 90 jours, l'utilisateur recevra un titre exécutoire majoré de 50 euros, en raison des frais de traitement étatique.

Dans le cadre du cycle complet, les frais de gestion de l'ANTAI seront de 1,49 euros par forfait post-stationnement traité par leurs services, réévalués chaque année en fonction du coût de l'affranchissement de la poste. L'ANTAI prélève directement cette somme sur le reversement des FPS à la collectivité.

Cette convention se terminera le 31 décembre 2020. Une nouvelle convention sera nécessaire pour prolonger l'adhésion au service.

La collectivité ayant déjà formalisée une convention avec l'ANTAI, le passage du cycle partiel au cycle complet en sera facilité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- D'approuver la convention, entre la Ville et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions sur la base d'une procédure en cycle complet ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée à signer ladite convention ainsi que tous les documents afférents à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 51 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention cycle complet ANTAI

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Protocole du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne de l'Hérault

La lutte contre l'habitat dégradé, indigne ou indécent constitue un enjeu majeur des services de l'Etat sur le territoire de l'Hérault, pour la protection de la santé publique et pour l'amélioration des conditions de vie des populations concernées.

Cette politique est encouragée par le PDLHI au travers des objectifs qu'il décline et de l'appui technique et juridique qu'il propose.

Dans le cadre de la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion (MOLLE), un sous-préfet référent LHI a été nommé, pour l'Hérault il s'agit du sous-préfet de Béziers. Il pilote le PDLHI.

On compte, dans le département de l'Hérault, environ 38 900 logements du parc privé estimés potentiellement indignes, ce qui représente 8,5% du parc de logement (résidences principales).

Ces logements sont à 61,8% de logements locatifs (LP) et 33,8% de logements occupés par les propriétaires (PO).

Cette instance vise à faciliter et développer le travail en réseau et en partenariat de l'ensemble des acteurs du logement dans l'Hérault.

Dans le cadre de ses missions, le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) de la Ville de Montpellier est un acteur majeur de la lutte contre l'habitat indigne, et perçoit à ce titre une Dotation Générale Décentralisée (DGD).

Le PDLHI peut associer à ses travaux, en tant que de besoin, toute personne ou service compétent dans le

domaine de l'habitat.

Objectifs du pôle :

- proposer et coordonner des actions destinées à lutter contre l'habitat indigne;
- permettre l'échange et la coordination entre partenaires intervenant dans le cadre des situations d'habitat indigne, avec procédure ou sans;
- évaluer les actions et en proposer une réorientation éventuelle;
- mobiliser et informer le public et les acteurs institutionnels sur tous les thèmes permettant d'agir contre l'habitat indigne ;
- mettre en place un observatoire nominatif départemental de l'habitat indigne.

Le PDLHI regroupe notamment :

- les services de l'Etat (sous-préfet référent LHI, DDTM, DDCS) ;
- la délégation départementale de l'Hérault de l'Agence Régionale de Santé Occitanie (ARS) ;
- la délégation locale de l'ANAH ;
- la Caisse d'allocation familiale (CAF) ;
- la Mutuelle sociale agricole (MSA) ;
- les travailleurs sociaux ;
- l'ADIL ;
- les magistrats référents dans le domaine de l'habitat indigne (Béziers et Montpellier) ;
- la direction départementale de finances publiques (DDFiP) ;
- les 3 services communaux d'hygiène et de santé (SCHS) de Montpellier, Béziers et Sète ;
- les principales collectivités locales impliquées et notamment les délégataires des aides à la pierre (Montpellier Méditerranée Métropole, CA Béziers Méditerranée, CA Hérault Méditerranée, Thau Agglo).

Le présent protocole est conclu pour une durée de 5 années à compter de sa signature par l'ensemble des partenaires.

En sa qualité d'acteur de santé, le SCHS, est un membre permanent du PDLHI, dans ce cadre et afin de pouvoir atteindre les objectifs assignés, il est donc proposé à la Ville de Montpellier de ratifier ce protocole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire de signer le protocole relatif au PDLHI, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 5 voix

Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Caroline NAVARRE, M. Philippe SAUREL, Mme Annie YAGUE.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole PDLHI

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Convention de partenariat avec la CAF sur le contrôle des critères de décence dans le logement

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) mise en œuvre depuis le 24 mars 2014, renforce la lutte contre l'habitat indigne et non décent par le développement d'outils, comme la déclaration préalable de mise en location, l'exécution des travaux d'office ou encore l'application de la conservation de l'aide au logement.

La lutte contre le logement non décent participe à la prévention de l'insalubrité et permet de maintenir une offre de logements présentant un minimum de confort, et accessibles aux plus modestes. La qualité du logement contribue à faciliter la vie familiale, les conditions d'éducation des enfants et plus globalement le bien être en matière de santé. C'est un déterminant de santé important.

Depuis la mise en œuvre de la loi ALUR, la CAF s'est dotée d'un outil incitatif et coercitif, favorisant des travaux de conformité : la conservation de l'aide au logement. C'est un véritable levier pour la mise en conformité des logements contribuant ainsi à l'assainissement du parc immobilier dégradé.

Le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) propose la signature d'une convention partenariale de lutte contre la non décence des logements afin de doter la collectivité d'un outil coercitif pour la lutte contre l'habitat dégradé et ainsi clarifier et améliorer l'intervention publique pour l'usager.

Dans la majorité des situations, les logements qui ne répondent pas aux critères de décence ne sont pas non plus conformes au Règlement Sanitaire Départemental, dont la collectivité est applicataire, l'application de cette réglementation par la collectivité est limitée par l'absence de leviers forts pour obtenir la mise en

Délibération n°V2018-195

conformité des logements par les propriétaires.

Cette convention permettra d'habiliter le SCHS à réaliser les constats de non décence et les constats après travaux. Les signalements issus du parc privé de logements potentiellement non décents feront l'objet d'enquêtes sanitaires par le SCHS. Si le logement est jugé non décent, et à l'issue d'une phase amiable et contradictoire, la CAF pourra mettre en œuvre la conservation de l'allocation logement (AL) dans l'attente de la réalisation des travaux nécessaires à la mise en conformité.

La convention prévoit le versement d'une contribution financière à la Ville à hauteur de 100€ par dossier.

La note interministérielle du 05 mars 2017 relative à la mise en œuvre du décret 2015-191 du 18/02/2015 relatif aux allocations logement et à leur conservation en cas de non-décence du logement, désigne les SCHS comme partenaires privilégiés dans cette lutte.

En sa qualité d'acteur dans la lutte contre l'habitat indigne et non décent, et afin de pouvoir participer à la prévention de l'insalubrité, il est donc proposé à la Ville de Montpellier de signer cette convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De dire que les recettes seront inscrites au Budget de la Ville, chapitre 931, section de fonctionnement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de signer la convention de partenariat avec la CAF sur le contrôle des critères de décence dans le logement, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention CAF

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Clare HART, Audrey LLEDO, Chantal MARION, Séverine SCUDIER.

Excusés : Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Convention organisation activités Sécurité Routière 2018 - 2019 Interventions Police Municipale Ecoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier

Le Maire dispose d'un champ de compétence en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens et notamment en direction des plus jeunes.

Dans ce contexte, la Police Municipale de Montpellier conduit des actions en direction du public scolarisé au sein des écoles élémentaires de la Ville.

Ces formations sont dispensées, de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont confirmées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton.

En outre, une formation spécifique «vélo» est réservée aux classes de CM2.

Ainsi, une convention est établie pour la période scolaire 2018/2019 entre la Ville et les Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault afin d'autoriser ces activités de préventions en matière de sécurité routière impliquant des intervenants extérieurs aux écoles.

Délibération n°V2018-196

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée à la Sécurité, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention organisation activités sécurité routière 2018 - 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Clare HART, Audrey LLEDO, Chantal MARION.

Excusés : Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

**Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier
Gestion de la Maison de la Justice et du Droit de Lattes
et dispositif Travaux d'Intérêt Général / mesure pénale de réparation
Autorisation à signer la convention**

Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) de la Ville de Montpellier créé en 2006 a développé une expertise et une expérience concernant l'ingénierie et la gestion des dispositifs partenariaux avec les services de la Justice.

A ce titre, il participe au fonctionnement et au pilotage de la Maison de la Justice et du Droit (MJD) implantée sur le secteur Nord de la commune de Montpellier, au cœur du quartier de Celleneuve.

Cette MJD créée par la Loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998, vise à favoriser l'accès au droit et la résolution amiable des conflits. Facteur de cohésion sociale, cet équipement se présente comme un lieu de justice de proximité et d'accès aux droits ouverts à tous.

Délibération n°V2018-197

Ce service de justice et de proximité vise à :

- garantir à tous l'accès à une information juridique de qualité ;
- permettre gracieusement à toute personne de connaître ses droits ou d'exercer ses obligations, grâce à l'intervention de professionnels habilités ou d'associations spécialisées ;
- permettre aux personnes d'être informées orientées, assistées dès que surgissent des difficultés juridiques, de bénéficier de la possibilité de résoudre à l'amiable les conflits.

Dans l'objectif d'assurer au mieux son fonctionnement, cette instance est placée sous l'autorité du Président du Tribunal de Grande Instance (Président du Conseil Départemental de l'accès au Droit de l'Hérault) et du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier.

Afin de conforter la couverture géographique des services d'accès aux droits et de justice de proximité, sur l'ensemble du territoire Métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté, par délibération du 20 décembre 2017, le projet de création d'une seconde MJD à Boirargues, commune de Lattes. Par une seconde délibération en date du 20 juin 2018, la Métropole a validé la convention organisant le partenariat entre la Métropole et les services du Ministère de la Justice pour la création et le fonctionnement de cette MJD.

Par ailleurs, le CLSPD, en partenariat étroit avec les services sociaux de la Justice, Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) et Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) a mis en œuvre une gestion adaptée du dispositif Travaux d'Intérêt Général (TIG)/mesure pénale de réparation.

C'est pourquoi, afin de mener à bien les missions inhérentes à la création, la gestion au quotidien de cette nouvelle MJD, et garantir une bonne gestion du dispositif d'accueil des TIG/mesures de réparation, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite bénéficier du savoir-faire du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) relevant de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique (DSTP) de la Ville de Montpellier.

Pour ce faire, en application des dispositions de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, un projet de convention de gestion a été établi précisant les conditions dans lesquelles la ville de Montpellier, via son CLSPD, assurerait pour le compte de la Métropole la participation de celle-ci au fonctionnement de la MJD.

Ladite convention est jointe en annexe à la présente. Elle précise les missions assumées par la Ville de Montpellier pour le compte de la Métropole ainsi que le remboursement par cette dernière des moyens humains affectés à ces missions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de gestion précisant les missions effectuées par la Ville de Montpellier pour le compte de la Métropole et leur remboursement par la Métropole;

Délibération n°V2018-197

- d'autoriser monsieur le Maire ou madame l'adjointe déléguée à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention gestion MJD

Accusé de réception -- Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Clare HART, Audrey LLEDO, Chantal MARION.

Excusés : Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

**Intervention d'agents de la Police Municipale
Escortes équipes joueurs MHSC et visiteurs
Autorisation à signer la convention d'indemnisation**

Le Montpellier Hérault Sport Club, dans le cadre de la saison 2018-2019 du championnat de football ligue 1, sollicite la Police Municipale pour l'escorte d'une ou des deux équipes de joueurs (MHSC et Visiteurs) lors des matchs de football prévus par la ligue nationale au stade de la Mosson.

Les moyens déployés permettront d'assurer l'escorte du ou des véhicules de transport des équipes par des agents de l'unité motorisée, ou, à défaut, par des agents avec véhicules sérigraphiés de la Police Municipale.

L'objectif de l'intervention vise à permettre aux véhicules de transport d'atteindre ou de quitter le stade dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes de circulation aux abords du stade de la Mosson les jours de match.

Lorsque les lieux de résidence des équipes sont situés à l'extérieur de la commune de Montpellier, un point de rendez-vous sera fixé à l'entrée de la commune pour la prise en charge de l'escorte.

Les heures et les lieux de prise en charge seront déterminés lors de la réunion préparatoire qui se tient en Préfecture avant chaque match.

Compte tenu du calendrier du championnat, les interventions de la Police Municipale se dérouleront sur la période d'août 2018 à mai 2019.

Délibération n°V2018-198

Le bénéficiaire représenté par le Montpellier Hérault Sport Club sis 2733 avenue Albert Einstein - 34000 Montpellier s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément aux tarifs 2018 fixés par délibération n° 2017/452 en date du 22/12/2017.

L'indemnisation variera en fonction du nombre d'agents et de véhicules mobilisés (aller simple ou aller/retour) et de la date de la rencontre (semaine ou dimanche) :

- Escorte aller : 1 équipe du lundi au samedi inclus : 100 euros ;
- Escorte aller : 1 équipe dimanche et férié : 148 euros ;
- Escorte aller : 2 équipes (MHSC et Visiteurs) et retour 1 équipe (Visiteurs) du lundi au samedi inclus : 300 euros ;
- Escorte aller : 2 équipes (MHSC et Visiteurs) et retour 1 équipe (Visiteurs) dimanche et férié : 444 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de cette indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe Déléguée à signer la convention relative à ces interventions ;
- D'inscrire les titres de recettes correspondants aux budgets 2018 et 2019 sur le chapitre 931 de la Ville de Montpellier.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention escorte PM matchs foot

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Clare HART, Audrey LLEDO, Chantal MARION.

Excusés : Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

**Intervention d'agents de la Police Municipale
dans le cadre du festival Family Piknik 2018
Autorisation à signer la convention d'indemnisation**

Le festival Family Piknik est prévu le 5 août 2018 sur la prairie du Domaine de Grammont à Montpellier.

Dans le cadre de cette manifestation, une forte affluence de public est attendue avec des conséquences importantes en matière de circulation, de sécurité, de salubrité et de tranquillité publique générant une intervention exceptionnelle de la Police Municipale.

Les moyens déployés permettront d'assurer la sécurisation de cet événement et d'assurer la régulation de la circulation aux accès du site, de veiller à l'usage normal des voies publiques et au bon déroulement de la manifestation conformément aux prérogatives des pouvoirs de police de Monsieur le Maire.

L'intervention de la Police Municipale se déroulera le dimanche 5 août 2018 de 10h00 à 00h00.

Le bénéficiaire représenté par l'Association Moovment Events, 3, rue de l'Orb - 34500 BEZIERS s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de cette intervention et énumérées ci-après avec application des tarifs 2018 fixés par délibération n°2017/452 en date du 22 décembre 2017 :

- 20 agents sur l'amplitude horaire de 10h00 à 22h00 (journée) ;

Délibération n°V2018-199

- 20 agents sur l'amplitude horaire de 22h00 à 00h00 (nuit) ;
- 6 véhicules sur une durée de 12 heures.

Le montant total de l'indemnisation correspondante est estimée à 9 144 € (neuf mille cent quarante-quatre euros).

Il est convenu que ce montant estimatif est susceptible d'être minoré ou majoré suivant le nombre des personnels et matériels effectivement déployés et la durée réelle de l'intervention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de cette indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe Déléguée à signer la convention afférente ;
- D'inscrire le titre de recettes correspondant au budget 2018 sur le chapitre 931 de la Ville de Montpellier.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Family Piknik

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Démocratie participative et Maisons pour tous

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Clare HART, Audrey LLEDO, Chantal MARION.

Excusés : Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
515	AVF MONTPELLIER (ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES MONTPELLIER)	Fonctionnement		1 400 €

Délibération n°V2018-200

1687	CROIX D'ARGENT PLUS	Projet	LE PERE NOEL EN CALECHE	500 €
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC EN LANGUEDOC AAML	Fonctionnement		1 200 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	Fonctionnement		500 €
1970	ASSOCIATION NATIONALE DES PUPILLES DE LA NATION DES ORPHELINS DE GUERRE OU DU DEVOIR - DELEGATION DE L'HERAULT	Projet	ELABORATION DU CD DU CHANT DU CENTENAIRE	700 €
3632	CERCLE CULTUREL AMIS DE MALTE DU LR ET AMICALE ANCIENS DE TUNISIE	Fonctionnement		1 200 €
3679	BOUT'ENTRAIN	Projet	FETE DE RENTREE	700 €
5372	COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD CQPMS	Projet	NOEL DES ENFANTS DU QUARTIER PORT MARIANNE SUD	700 €
6726	VIVRE PARC MARIANNE	Projet	MARIANNE SPORT Quatrième édition	100 €
TOTAL				7 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 930

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputations citée ci-dessus pour un montant total de 7 000 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia MIRALLES.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
 jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
 délibérations du Conseil
 municipal de la Ville de
 Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Démocratie participative et
 Maisons pour tous**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Clare HART, Audrey LLEDO, Chantal MARION.

Excusés : Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition de salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit.

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Délibération n°V2018-201

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2017/2018, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 6 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1795€

Les associations concernées sont :

MPT MERCOURI : Cultura kid's : 245€

MPT CAILLENS : Comité de quartier Tournezy : 300€, Tae kwon do Montpellier : 280€, Jasmin d'Orient : 300€, Asobô : 500€, Kir'art & Production : 140€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 31 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6820 €

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Comité de quartier Tastavin : 110€, Accueil des villes Françaises Montpellier : 110€

MPT CHOPIN : L'art scène : 440€

MPT CURIE : Odette Louise : 110€, Codes 34 48 : 55€

MPT GUILLERME : Vivre ensemble en citoyens quartier Cévennes : 220€, Comité de quartier St Clément : 110€

MPT LAGRANGE : Jazz à tous les étages : 220€, Asmoune : 165€, Les paralysés de France : 110€, Moovenement : 330€, Marécage : 110€, Maison du Tiers monde et de la solidarité internationale : 220€, ideokilogramme : 1375€, Marie Louise BOUILLONNE : 165€, Diabétique Hérault : 110€, Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 440€, Le passe muraille : 55€, Tin Hinan : 110€, Lez'arts mêlés : 220€, Mots'son : 55€, Eurogrèce : 55€, Carré menthe : 165€, Lève toi et danse : 220€, Dakipaya danza : 770€

MPT MERCOURI : Anim'frimousse : 110€, Clas Inserm : 220€, Eurogrèce : 55€, Fédération des aveugles et amblyopes de France/Languedoc Roussillon : 220€

MPT SARRAZIN : Les petits bouchons : 55€

MPT ESCOUTAIRE : Jasmin d'orient : 55€, Axents le tremplin des entrepreneurs : 55€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- tableau ponctuel
- tableau annuel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Nouvelle Organisation des temps scolaires et des temps périscolaires Projet Educatif de Territoire (PEdT)

En vertu du décret 2017-1108 du 27 juin 2017, la Ville de Montpellier met en place, à la rentrée de septembre 2018, une nouvelle organisation des temps de l'enfant à l'école en accord avec la Direction Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN).

Organisation des temps scolaires

Cette organisation est conforme aux décisions de la DASEN, validées lors du Conseil Départemental de l'Education nationale (CDEN) le 29 mai 2018. Ces décisions interviennent après la consultation des conseils d'école qui se sont prononcés à 88% en faveur de la semaine à 4 jours.

Les 24 heures hebdomadaires de classe des écoles primaires (élémentaires et maternelles) sont donc réparties sur 8 ½ journées : les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 8h30 à 12h et de 14h à 16h30.

Sur proposition des conseils d'écoles et après validation du CDEN, un horaire dérogatoire a été accepté sur les établissements scolaires dont les Conseils d'écoles se sont prononcés sur l'horaire : de 8h45 à 12h et de 14h à 16h45.

Organisation des temps périscolaires

Les temps d'accueils périscolaires sont sous la responsabilité de la Ville, ils sont facultatifs et offrent une

Délibération n°V2018-202

prise en charge éducative des enfants sur des horaires élargis, avant la classe, durant la pause méridienne et du repas de midi, le soir après la classe.

Les écoles publiques de la Ville de Montpellier sont ouvertes de 7h 45 à 18h 30 les lundis, mardis, jeudis et vendredis.

- 7h 45 – 8h30 (*ou 8h45 dans le cas de l'horaire dérogatoire*) : Le temps d'accueil du matin. Ce temps reste payant et soumis à une tarification sociale.
- 12h – 14h : le temps méridien et de restauration scolaire. Ce temps payant est soumis à une tarification sociale. La réservation est nécessaire pour limiter le gaspillage alimentaire et garantir la meilleure organisation possible.
- 16h30 – 17h30 (*ou 16h45 dans le cas de l'horaire dérogatoire*) : Temps gratuit. Etudes surveillées suivi de jeux éducatifs en école élémentaire et accueil après la classe en école maternelle, dans les domaines culturels, sportifs et citoyenneté...). La réservation est nécessaire en maternelle comme en élémentaire afin de garantir la meilleure organisation possible.
- 17h30 (*ou 17h45 dans le cas de l'horaire dérogatoire*) – 18h30 : L'accueil du soir.
- Ce temps reste payant et soumis à une tarification sociale.

Le Projet Educatif de territoire (PEdT)

Le PEdT, mentionné à l'article D.521-12 du code de l'éducation formalise la démarche mise en œuvre par la Ville de Montpellier pour l'organisation des différents temps de l'enfant. Il précise les modalités de coopération entre la collectivité et les différentes institutions et décline les ambitions éducatives de la Ville de Montpellier.

Ces ambitions reposent sur trois axes stratégiques :

- **Assurer un environnement propice à la réussite éducative.** Cet axe correspond aux missions « socles » de la collectivité. Il s'agit d'assurer le cadre d'accueil des enfants, un service scolaire de proximité ainsi que le bien-être des enfants grâce à une restauration scolaire saine et équilibrée ;
- **Aider les parents à être partie prenante de la réussite éducative.** Les parents sont des acteurs essentiels et l'objectif est de favoriser leur participation aux instances de décision et de concertation du PEdT ;
- **Accompagner chaque enfant dans son parcours éducatif dans le respect de son rythme de vie.**

Ce dernier axe se décline en 6 objectifs prioritaires :

- Améliorer l'accueil des enfants les plus fragiles (le jeune enfant accueilli à l'école maternelle, les enfants en situation de handicap, les enfants présentant des signes de fragilité dans les domaines scolaire, éducatifs, sociaux ou sanitaires).
- Favoriser la cohérence entre les projets d'école et les projets pédagogiques des accueils péri et extrascolaires.
- Renforcer les échanges entre enfants issus de quartiers différents dans les lieux éducatifs.
- Rechercher une plus grande complémentarité entre les dispositifs d'aide au travail de l'élève (études surveillées, actions inscrites dans le contrat de Ville, Contrats Locaux d'Accompagnement à la scolarité, accompagnement éducatif, ...).
- Lutter contre la fracture numérique en s'appuyant notamment sur le projet de labélisation des écoles piloté par l'Education Nationale et la Métropole.
- Co-construire un parcours citoyen de l'enfant qui, conformément aux orientations de l'Education Nationale, vise à l'amener à devenir un citoyen responsable et libre. Cet objectif pourra se décliner en plusieurs thématiques et notamment :
 - égalité entre les filles et les garçons,

Délibération n°V2018-202

- prévention santé,
- développement durable,
- lien intergénérationnel,
- lutte contre les discriminations.

Le PEdT sera partagé avec les services du Préfet, de la DASEN (Direction Académique des Services de l'Education Nationale) et de la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) de l'Hérault, qui sont partenaires signataires avec la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De mettre en œuvre, à la rentrée de septembre 2018, la nouvelle organisation des temps scolaires et des temps périscolaires ;
- D'autoriser, Monsieur le Maire, à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 52 voix

Contre : 6 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PEDT_2018_.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
 délibérations du Conseil
 municipal de la Ville de
 Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de réussite éducative (PRE).

Conformément aux orientations définies par la loi 2005-32 du 18 janvier 2005, dite loi de cohésion sociale, la Ville de Montpellier a décidé, par délibération du 20 décembre 2005, de choisir la Caisse des écoles comme structure juridique support du Programme de Réussite éducative (PRE).

La Caisse des Ecoles est ainsi l'organisme mutualisant les crédits alloués par l'Etat et par la Ville de Montpellier, conformément à la convention d'attribution de subvention de fonctionnement signée le 15 janvier 2018 (délibération du Conseil municipal du 21 décembre 2017).

Dans le cadre des actions qu'elle mène, la Caisse des écoles sollicite certains personnels de la Ville de Montpellier pour conduire des interventions auprès d'enfants accompagnés par le PRE. Elle est également amenée à utiliser des infrastructures et des services de la Ville pour son fonctionnement.

La Caisse des écoles et la Ville ont ainsi identifié les prestations mises à disposition du PRE et justifiant une contrepartie financière d'un montant de 130 000 €. Ces dispositions sont précisées dans la convention ci-jointe, soumise à l'approbation du conseil municipal.

Cette convention, conclue pour l'année 2018, décline les interventions de la Ville relevant du Programme de Réussite éducative, précise la nature de ces dépenses et prévoit les modalités de remboursement par la Caisse

des écoles à la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et la Caisse des écoles ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget de la Ville, chapitre 932 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville-Caisse 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

57



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORT - Exercice 2018

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Code	Structure	Type	Montant
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Fonctionnement	1 000 €
4913	ASSOCIATION SPORTIVE ATLAS PAILLADE	Fonctionnement	16 000 €
6459	ARSENAL CROIX D'ARGENT FOOTBALL CLUB	Fonctionnement	1 500 €
TOTAL			18 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 933

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 18 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention fonctionnement type
- Convention projet type
- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Partenariat sportif Ville de Montpellier - Associations
Reconduction de l'Appel à Projets pour l'année 2019**

Les activités physiques constituent un élément important de l'éducation, de la santé et de l'intégration à la vie sociale.

Ainsi, la Ville de Montpellier, dans le cadre d'un partenariat avec les associations sportives du territoire, propose des activités en faveur du Sport pour Tous, permettant à chacun quel que soit son âge, de pratiquer une activité variée, de qualité et près de chez lui.

En 2018, ce dispositif a concerné 69 associations réparties sur 60 activités différentes. Plus de 3000 enfants bénéficient d'activités sportives lors des vacances scolaires d'hiver, de printemps, d'été et d'automne.

Des activités à destination des familles au printemps ou encore des stages estivaux complètent le dispositif.

Pour l'exercice 2019, il est proposé la reconduction de l'appel à projets spécifique relatif à ce dispositif. Celui-ci sera ouvert aux associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local.

Celles-ci pourront présenter un projet s'inscrivant dans un cadre général défini autour d'animations sportives pendant les vacances scolaires, d'activités de découverte sans objectif de performance, de promotion de la mixité des publics ciblés et de diversité des activités proposées.

Dans ce cadre, les associations pourront présenter des réponses adaptées en définissant librement le contenu.

Les activités resteront gratuites et seront réservées aux montpelliérains titulaires de la carte Montpellier Sports.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la reconduction de l'appel à projets relatif au partenariat sportif pour l'année 2019 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué aux Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**BEACH SOCCER - TERRAIN GERARD BIANCHI
Quartier Près d'Arènes
Demande de subventions**

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite doter les quartiers d'équipements de proximité de qualité et novateurs. Dans ce cadre, elle souhaite aménager un terrain de Beach Soccer, dans le quartier Près d'Arènes, proche de structures existantes permettant déjà d'évoluer sur du sable dans d'autres disciplines sportives et autour d'équipements dédiés au football.

Codifié depuis 1992, le Beach Soccer est un sport spectaculaire et rapide qui ressemble au football à de nombreux égards.

Sport en plein essor, la Ville s'appuie sur le Montpellier Hérault Beach Soccer pour le développement de cette activité. Ce club, vice-champion de France 2017, a joué l'Euro Winners Cup (Champions League) le 26 mai 2018 au Portugal.

L'implantation du Beach Soccer sur le terrain Bianchi s'inscrit dans un complexe doté de vestiaires, facile d'accès et visible sur l'espace public.

L'aire de jeu sera sécurisée par une clôture grillagée avec des pare-ballons posés derrière chaque but, ces équipements existant déjà sur le terrain. Un point d'eau sera aménagé.

La surface de jeu en sable s'inscrira dans un terrain de dimensions maximales, soit de 37 m x 28 m.

L'enveloppe financière de cette opération est inscrite au budget de la Ville, chapitre 903, pour un montant de 100 000 € TTC et sera réalisée en une tranche. Un marché à procédure adaptée pourra être lancé et des subventions seront sollicitées auprès des organismes compétents comme la Fédération Française de Football.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'aménagement d'un Beach Soccer sur le terrain Gérard Bianchi ;
- de dire que le financement de cette opération sera inscrit au budget 2018 de la Ville, chapitre 903;
- de solliciter des organismes compétents, les subventions les plus larges possibles pour accompagner l'effort financier de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Attribution de subventions Appel à projets Eté à la Mosson Ville de Montpellier - Associations sportives Exercice 2018

Le sport est un formidable outil de lien, de cohésion sociale et la pratique sportive fait désormais partie de la vie d'un nombre croissant de nos concitoyens. La disponibilité de services et d'équipements de proximité compte parmi les facteurs conditionnant l'accès à la pratique sportive. Dans les quartiers relevant de la politique de la ville, les obstacles culturels liés à la faible mobilité des habitants, le poids du cadre familial sur la pratique des jeunes filles et un accès difficile aux aides financières, sont autant de difficultés pour accéder à l'offre sportive proposée sur le territoire.

Ainsi, la Ville de Montpellier, dans le cadre de l'appel à projets « Eté à la Mosson » a mis en place un programme permettant aux enfants et adolescents de ce quartier, de pratiquer une activité sportive près de chez eux pendant l'été en partenariat avec les associations sportives locales.

L'année dernière, de nombreux enfants et adolescents ont pu bénéficier des activités sportives organisées

ainsi pour eux, dans ce quartier.

Par la présente délibération, il est donc proposé de retenir pour la reconduction de cette opération, 5 associations à but non lucratif ayant candidaté à l'appel à projets et qui concourent à un intérêt général local dans le cadre d'actions sportives, en leur accordant les subventions suivantes :

3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Appel à projet	INITIATION AU TAEKWONDO	1 000 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	Appel à projet	TOURNOI DE FUTSAL	1 000 €
4806	A.S.C. PAILLADE MERCURE	Appel à projet	TOURNOI DE FOOT OU FUTSAL	1 000 €
6612	URBAN DEEJAY SCHOOL	Appel à projet	DANSE ET GRAPH	2 000 €
6720	VOYAGE AU BOUT DE LA CIME	Appel à projet	DECOUVERTE D'UNE ACTIVITE DE PLEIN AIR	2 000 €

Ces sommes représentant un montant de 7 000 € seront prélevées sur le budget du service des sports, chapitre 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant de 7 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué aux Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Handicap:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1734	MUSIKA	Projet	4EME FESTIVAL HANDIMUSIQUE	500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Solidarité:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	ENGAGE-TOI! LA MEDIATION NUMERIQUE DANS LES QUARTIERS DE MONTPELLIER	2 000 €
5662	LE BARIL	Projet	DIS-MOI L'HISTOIRE	5 500 €
TOTAL				7 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Cohésion Sociale :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
2874	REDUIRE LES RISQUES	Projet	TAPAJ - TRAVAIL ALTERNATIF PAYE A LA JOURNEE	3 000 €
5847	MOT'SON	Projet	RAP LIVE	5 000 €
TOTAL				8 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Contrat de Ville Cohésion Sociale :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
913	ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	Projet	LUTTER CONTRE LES INEGALITES EDUCATIVES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES	4 000 €
1033	PASSEURS DE CULTURES PASSEURS D'IMAGES	Projet	KAWA RENCONTRE POLICE POPULATION	4 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Projet	ANIMATIONS SOCIALES	3 400 €
5495	ASSOCIATION MULTI SPORTS SIAM ENERGY	Projet	BOXE THAÏ AIGUELONGUE	1 500 €
6839	COMPAGNONS BATISSEURS DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	JARDINS PARTAGES VERT BOIS	2 000 €
TOTAL				14 900 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Contrat de Ville Education:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
913	ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	Projet	LUTTER CONTRE LES INEGALITES EDUCATIVES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES	1 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 31 900 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention fonctionnement type
- Convention projet type
- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ecologie urbaine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Convention-mémoire entre la Ville de Montpellier et l'Ecole Sup Agro de Montpellier - Projet d'étudiants ingénieurs 2018

La Ville de Montpellier-Direction du Parc de Lunaret et l'institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier (SUP AGRO) ont souhaité mettre en place un projet commun de développement du pastoralisme au sein du parc zoologique dans le cadre d'une « convention-mémoire ».

Le projet d'étudiants ingénieurs est un des éléments constitutifs d'une unité d'enseignement (ECUE) des cursus d'ingénieurs au contact du milieu professionnel.

Objectifs de la collaboration :

Ce projet, objet de la présente convention, a pour sujet : « **les moutons débroussailleurs du parc de Lunaret** ». Il se déroulera en discontinu à compter du printemps 2018 jusqu'à la fin de l'année civile.

Cette collaboration facilitera la mise en place, par la Ville de Montpellier, d'une gestion pastorale au sein du Parc de Lunaret, dans la continuité de la gestion forestière déjà appliquée et dans le respect du plan de gestion forestier en vigueur sur cet espace.

Ainsi, le projet d'étudiants ingénieurs donnera lieu à la production d'un mémoire ainsi que de divers livrables, qui seront autant d'outils d'aide à la décision pour la gestion pastorale du parc (réévaluation du potentiel pastoral suite aux travaux forestiers, plan de gestion pastoral et calendrier de pâture).

Enfin, ce travail fera l'objet d'une soutenance orale en décembre 2018, dans le respect des conditions de confidentialité éventuellement imposées par la Direction du Parc de Lunaret.

Engagements réciproques :

Dans le cadre du suivi des étudiants, la Direction du parc de Lunaret ainsi que le tuteur campus de Montpellier Sup Agro devront :

- Faire accomplir aux étudiants des travaux correspondant à leurs aptitudes en tenant compte des objectifs du projet ;
- Suivre les étudiants dans leurs activités ;
- Fournir aux étudiants les informations nécessaires en leur permettant d'aller les recueillir ;
- Respecter le planning des périodes libérées pour le projet d'étudiants ingénieurs.

La Ville de Montpellier ne versera aucune indemnité du fait de la prise en charge des étudiants. Cependant, une participation sera versée à Montpellier Sup Agro pour un montant prévisionnel maximum TTC de 750 €, au titre des frais administratifs et de gestion, ainsi que des frais divers (déplacements, achat d'ouvrages).

Par ailleurs, les étudiants s'engagent à n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues pour en faire l'objet de publication, communication à des tiers sans accord préalable de la Direction du parc de Lunaret.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention-mémoire avec l'institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier (Sup Agro) tel que joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933 en section de fonctionnement.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

Mme Chantal MARION, Mme Caroline NAVARRE.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention mémoire

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Observatoire de l'Immobilier du Commerce - Convention 2018-2022 - Autorisation de signer

L'Observatoire de l'immobilier du commerce de l'Agglomération de Montpellier et de son aire urbaine créé par convention signée en date du 21 décembre 2012 est arrivé à échéance le 31 décembre 2016.

L'objet de cet observatoire est de fournir une information précise et consolidée sur les transactions (locations, vente murs, cessions fonds commerce) via un référentiel de localisation et d'activités permettant :

- De connaître le marché de l'immobilier du commerce ;
- D'être un outil d'aide à la décision, tant pour les collectivités et pour les opérateurs privés, en matière de programmation, de réalisation et de mise sur le marché de produits immobiliers ;
- De répondre aux demandes d'implantations nouvelles ou aux besoins des professionnels déjà installés ;
- D'anticiper l'évolution de la demande.

Délibération n°V2018-210

L'année 2017 a permis de tirer le bilan de cet observatoire et de réunir les partenaires afin de définir les axes de développement et d'amélioration de son fonctionnement.

Montpellier Méditerranée Métropole propose à l'ensemble des partenaires dont la Ville, suite à ces échanges, de relancer l'Observatoire pour une nouvelle période de 5 ans en renforçant la collecte des données notamment auprès des commercialisateurs (transactions murs et baux commerciaux) mais également auprès de notre collectivité (Déclarations d'Intention d'Aliéner et données annexes mais qui ont un impact pour la ville centre sur la valeur commerciale des locaux telles que les terrasses, les licences débit de boissons...).

L'animation de l'observatoire de l'immobilier du commerce est confiée à la Cellule Economique Régionale du BTP Languedoc-Roussillon (CERBTPLR), sous le pilotage de Montpellier Méditerranée Métropole.

La CERBTPLR association « loi 1901 » regroupe des organismes professionnels, (bâtiment, travaux publics, matériaux), des maîtres d'ouvrage publics et privés du logement, des maîtres d'œuvre, des organismes financiers spécialisés dans le financement des ouvrages, ainsi que des entreprises, des administrations, des collectivités.

Plusieurs missions lui sont assignées dont l'aide à la décision des professionnels et de l'administration à partir de la connaissance des marchés et de l'appareil de production. La cellule intervient selon différents modes : conduite d'études, suivi de la conjoncture, animation d'observatoires, organisation de journées thématiques.

L'animation de l'Observatoire de l'immobilier du commerce entre pleinement dans les missions de la CERBTPLR qui présente toutes les garanties pour assurer la collecte, l'analyse et la mise en forme et la diffusion des données des signataires et partenaires techniques.

La CERBTPLR doit fusionner courant 2018 avec la CRC Midi-Pyrénées pour devenir la CERC Occitanie (Cellule économique régionale de la construction Occitanie).

Cette nouvelle entité intégrera l'intégralité des engagements pris par l'actuelle CERBTPLR. Par conséquent la présente convention s'appliquera de plein droit à la CERC Occitanie.

Les résultats analytiques de l'Observatoire seront publiés deux fois par an auprès des partenaires et feront une diffusion synthétique grand public après validation des partenaires.

Le budget annuel de fonctionnement de cet Observatoire est de 17 000€ dont 3000€ pris en charge par la Ville de Montpellier par an pour la période 2018-2022.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer la convention 2018-2022 relative à l'Observatoire immobilier du commerce de Montpellier Méditerranée Métropole et de son aire urbaine ;

Délibération n°V2018-210

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer tous autres documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que les crédits sont prévus au budget de la Ville, chapitre 936.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention_OIC_2018_V4.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Réhabilitation de la Chapelle de la Résurrection dans la Cité Gély Demande de subventions

Dans le cadre de sa politique culturelle la ville de Montpellier va procéder à la réhabilitation de la Chapelle Gély sise 170 Rue Joachim du Bellay, 34070 Montpellier

Les travaux consistent en un aménagement d'une salle de spectacle à vocation principale pour le théâtre.

Avec des gradins d'une centaine de places assises et une jauge pouvant recevoir cent personnes supplémentaires, la salle permettra d'accueillir des spectacles pour tous publics, scolaires et adultes.

Les travaux sont prévus pour une durée de cinq mois et demi et pourraient démarrer fin juin 2018. Ils sont susceptibles de bénéficier de subventions de différents partenaires notamment de l'Etat dans le cadre du contrat de Ville.

Le montant de l'opération de 696 000 TTC est inscrit au budget 2018 de la Ville de Montpellier.

Délibération n°V2018-211

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la réalisation des travaux de réhabilitation de la chapelle Gély ;
- De solliciter les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget 2018, chapitre 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à la Culture à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Cinéma Nestor Burma Adhésion à l'Agence pour le Développement Régional du Cinéma

L'Agence pour le Développement Régional du Cinéma (ADRC) est une association loi 1901 créée en 1983 à l'initiative du Ministère de la Culture ; elle a pour objet de favoriser la desserte cinématographique de l'ensemble du territoire dans un objectif d'aménagement culturel, notamment en intervenant au profit des zones insuffisamment prises en compte par les mécanismes du marché et au profit d'une pluralité des films et des publics.

Les actions portées par l'ADRC permettent d'améliorer l'accès des salles et des publics à la diversité du cinéma et contribuer ainsi au développement d'un réseau de salles diversifié sur l'ensemble du territoire, de soutenir et accroître la diffusion des films du patrimoine cinématographique ainsi que des films destinés au jeune public ; elles permettent également de répondre à la sollicitation des porteurs de projet, et de tout organisme s'impliquant dans une politique d'amélioration de la desserte cinématographique du territoire, en procédant à toutes missions de conseil et d'expertise, d'information, et d'assistance pour l'évolution qualitative du parc de salles.

Depuis 2017, les exploitants de salles ainsi que les programmeurs de salles doivent adhérer à l'association pour bénéficier des accès aux films ADRC. Cette obligation était déjà effective pour les exploitants ou les collectivités qui sollicitent l'intervention de l'ADRC sur leurs projets de salles.

Délibération n°V2018-212

Le cinéma municipal Nestor Burma, implanté depuis 2011 dans le quartier Celleneuve, classé Art & Essai, et détenteur de plusieurs labels (Jeune public, Patrimoine et Répertoire, Recherche et Découverte) a ainsi pleinement vocation à adhérer à cet organisme, afin de maintenir et de développer un cinéma diversifié sur l'ensemble du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la Ville à l'Association pour le Développement Régional du Cinéma (A.D.R.C.) ;
- De dire que la dépense correspondante, soit 95 €, sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Théâtre Jean Vilar et autres établissements culturels
Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole dans le
cadre des crédits Politique de la Ville**

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent s'associer afin de réaliser des projets d'actions spécifiques portées par les établissements culturels de la ville dans le cadre de la Politique de la Ville.

Les projets s'articulent autour de trois axes :

- proposer la diffusion de formes adaptées au lieu et à son environnement social et culturel ;
- construire des projets avec les habitants et les associations ;
- développer l'éducation artistique et la médiation culturelle de proximité.

Délibération n°V2018-213

Ces projets répondent aux objectifs opérationnels définis dans le cadre de la Politique de la Ville, en participant à l'appropriation des équipements culturels par les territoires et leurs habitants, et à la construction de parcours de pratiques avec les événements et équipements culturels de ces territoires.

1 - Les projets d'établissements à partenariats associatifs.

Les établissements culturels de la ville de Montpellier (théâtre Jean Vilar, Cinéma Nestor Burma, Lieux d'art et d'histoire, Centre de culture contemporaine La Panacée) ont vocation à irriguer spécifiquement les quartiers prioritaires du contrat de ville enjeu de démocratisation culturelle vers les populations plus éloignées de l'offre traditionnelle.

L'objectif est autant d'inciter les établissements culturels à aller vers les quartiers que d'inviter, par des dispositifs adaptés, les populations éloignées à venir vers les lieux de culture et d'art.

Ces établissements s'appuient sur les acteurs associatifs en lien direct avec les populations pour ancrer leurs projets sur les réalités de territoires. Ils établissent, à ce titre, des partenariats de projets permettant de compléter leurs champs de compétences respectifs.

Aussi est-il proposé de conclure un partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de ces projets, les établissements culturels se voyant confier leur mise en œuvre, Montpellier Méditerranée Métropole s'engageant à soutenir financièrement les acteurs associatifs associés à hauteur de 10 000 € au titre de l'exercice 2018.

Ce partenariat prendra effet à la date de signature de la convention afférente, et jusqu'au 31 décembre 2018.

2 – Programmation « Le Bar » porté par le théâtre Jean Vilar.

Le théâtre Jean Vilar, situé dans le quartier Prioritaire de la Mosson, propose chaque année une programmation riche et variée, à destination du grand public, mais aussi des publics traditionnellement éloignés de la culture.

Depuis 2016, le projet associé au bar du théâtre répond à cet objectif, en présentant une programmation de petites formes artistiques, concerts de musique, représentations de théâtre jeune public, lectures et soirées participatives, ou encore projets construits en collaboration avec les associations du quartier et les habitants. Il propose ainsi une configuration permettant une plus grande proximité entre les artistes et un public souvent peu familier des salles de spectacles traditionnelles, dans un espace conçu pour être à la fois chaleureux, convivial et ouvert sur le quartier.

Aussi est-il proposé de renouveler le partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de ce projet, le théâtre Jean Vilar se voyant confier sa mise en œuvre, Montpellier Méditerranée Métropole s'engageant à le soutenir financièrement à hauteur de 30 000 € au titre de l'exercice 2018.

Ce partenariat prendra effet à la date de signature de la convention afférente, et jusqu'au 30 juin 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat susmentionnée avec Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933, en recettes ainsi qu'en dépenses ;
- autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer la présente convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention Jean Vilar

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Festival Family Piknik Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Moovment Event

La 7^{ème} édition du festival Family Piknik, se déroulera au domaine de Grammont les 3 et 5 août 2018, sur des terrains mis à disposition par la Ville de Montpellier ainsi que par Montpellier Méditerranée Métropole.

Organisé par l'Association Moovment Event, le festival Family Piknik permet à un public cosmopolite, de plus en plus nombreux, de partager leur plaisir de l'écoute de musiques électroniques. *Underground* et familial à la fois, le festival s'affranchit de tous les clichés pour laisser place à un rassemblement culturel inédit, où toutes les générations communient au son des musiques électroniques.

Pour l'édition 2018, les organisateurs ont voulu proposer une soirée gratuite par réservation sur internet et Facebook, soirée qui se déroulera le vendredi 3 août ; la journée plus familiale aura lieu le dimanche 5 août.

Dans le cadre de cette manifestation, une forte affluence de public est attendue avec des conséquences importantes en matière de circulation, de sécurité, de salubrité et de tranquillité publiques.

Il est aujourd'hui proposé de conclure avec l'association Moovment Event une convention de partenariat qui définira les apports et engagements respectifs des partenaires pour l'édition 2018.

L'association Moovment Event s'engage notamment à organiser l'édition 2018 du festival Family Piknik dans le respect des arrêtés et de la réglementation relative à l'organisation d'une manifestation musicale de

cette ampleur, avec une information des riverains et usagers du Domaine de Grammont, du centre équestre et du château de Grammont en amont de la tenue de la manifestation. Elle mettra en avant dans sa communication et lors de la tenue du festival de façon visible le soutien de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. D'une façon générale, elle s'engage à ce que le site, environnement naturel, soit respecté, protégé et conservé dans un état de propreté et de salubrité compatible avec les autres manifestations et usages du site.

La Ville de Montpellier s'engage quant à elle à mettre à disposition le site du « Petit bois de la chaumière », au sein du domaine de Grammont, ainsi que du matériel et du personnel municipal, valorisés à hauteur de 84 599 €:

Enfin, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage de son côté à mettre à disposition de l'association les parkings attenants nécessaires au stationnement du public, dans la limite de leur capacité maximale en regard des normes de sécurité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de cette convention ;
- De dire que le montant valorisé de ces mises à disposition, soit 84 599 €, sera inscrit au compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes de l'association ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2018

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour la Ville.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de la Ville.

Les arts plastiques et les arts visuels font partie des domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier. Dans ce cadre, celle-ci soutient des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Délibération n°V2018-215

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 3 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 18 000 € au titre de l'exercice 2018.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
ARTS PLASTIQUES			
80	LES AMIS DU MUSEE FABRE	Fonctionnement	4 000
5238	LES GALERIES DE MONTPELLIER	Projet	6 500
6843	BANANA STREET	Projet	5 000
ARTS VISUELS ET MEDIAS			
1748	LES RENCONTRES DU COURT	Projet	2 500
TOTAL			18 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, chapitre 933

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- D'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 18 000€;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type 2018.pdf
- Convention Fonctionnement 2018.pdf
- Convention Projet 2018.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Prévention Santé et Droits
des femmes**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique SANTE:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
720	LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE L'HERAULT	Projet	JOURNEES SANS TABAC	1 500 €
845	MUC AVIRON UNIVERSITE CLUB	Projet	RAMER POUR SA SANTE	1 000 €
2814	ASSOCIATION FRANCAISE	Projet	MON QUARTIER,	800 €

Délibération n°V2018-216

	DES MALADES ET OPERES CARDIOVASCULAIRES OCCITANIE		MA SANTE	
5803	ENTREE DE SECOURS	Projet	DEFIBRILAD'OR	700 €
6856	MIAM	Projet	DE LA GRAINE A L'ASSIETTE	500 €
TOTAL				4 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 4 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Représentation de la Ville de Montpellier aux demi-finales et finales de la
Champions League de Handball, à Cologne, en Allemagne, du 26 au 28 mai 2018**

Le samedi 26 et le dimanche 27 mai 2018, se sont déroulées à Cologne (Allemagne) les demi-finales et finales de la Champions League de Handball 2018, organisées par l'European Handball Federation.

Cette saison fut exceptionnelle pour le handball tricolore : le carré final regroupait trois clubs français, dont le club Montpellier HB, seul club français à avoir déjà remporté ce championnat en 2003.

Les équipes se sont rencontrées dans la Lanxess Arena de Cologne, l'une de plus grandes salles omnisport d'Europe.

Le club de Montpellier a été sacré à cette occasion champion d'Europe.

Compte tenu de l'importance de cet événement, vitrine de l'excellence sportive montpelliéraine, M. Patrick Rivas, Adjoint au Maire délégué aux Sports, accompagné d'un collaborateur de cabinet de Montpellier Méditerranée Métropole, a assisté à cet événement.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont donc chacun pris en charge le déplacement de leur représentant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder à M. Patrick Rivas, Adjoint au Maire délégué aux Sports, un mandat spécial pour le déplacement en Allemagne du 26 au 28 mai ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement, d'un montant de 1586.06 euros, sur le budget de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville de Montpellier.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Participation de deux artistes montpelliérains au Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles à Chengdu du 25 juillet au 31 juillet 2018

La Ville de Chengdu, jumelée avec la Ville de Montpellier depuis maintenant 37 ans, organise, depuis 2013, le « Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles » qui se déroulera, cette année, du 25 juillet au 31 juillet 2018.

Fête annuelle de la Musique, cet événement organisé par la Municipalité de Chengdu a pour objectif de favoriser les échanges internationaux et d'offrir une plateforme aux jeunes artistes et musiciens des pays invités afin de promouvoir les talents artistiques dans les domaines suivants : chant, danse et musique....

La Ville de Chengdu sollicite la Ville de Montpellier afin d'être représentée à cet événement en sélectionnant des artistes locaux. La Ville de Chengdu prendra en charge l'ensemble des frais sur place tel que le logement, les transports et la restauration. Resterait à la charge de la Ville de Montpellier, le transport aérien et les frais de visa.

L'Espace Montpellier Jeunesse a sélectionné Simon Crabot, musicien multi-instrumentiste et protéiforme, lauréat de la Bourse Initiative Jeunes 2016 (DCM 2016/231) afin de participer à cet événement international. Plus connu sous son nom de scène Mowukis, il sera accompagné de Mylène Ricoul, technicienne.

Délibération n°V2018-218**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser la prise en charge du déplacement de Simon Crabot et de Mylène Ricoul, à Chengdu, du 25 juillet au 31 juillet 2018 ;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Ville, chapitre 936, pour un montant prévisionnel de 3 500 euros.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Participation de la Ville de Montpellier à la 6ème Rencontre des Villes Jumelées et Amies de Fès ainsi qu'au Forum économique Fès Meknès du 27 au 30 juin 2018.

En septembre 2017 a été votée en Conseil municipal, l'extension de l'accord de coopération entre la Ville de Montpellier, la Ville de Fès et Montpellier Méditerranée Métropole. Ce nouvel accord de coopération internationale tripartite porte sur les relations économiques, les échanges culturels, touristiques, universitaires, médicaux, envisageables entre les entités.

Du 27 au 30 juin prochain, la Ville de Fès organise pour la sixième année consécutive la Rencontre Internationale des Villes Jumelées et Amies de Fès sous la thématique « le rôle des Villes Jumelles dans le Développement » ainsi que le Forum Economique Fès Meknès. La Ville de Fès financera l'hébergement, la restauration et le transport local pour 2 personnes de la Ville de Montpellier, du 26 au 29 juin, restera à la charge de Montpellier, le déplacement aérien.

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal, représente la Ville de Montpellier devant les autres villes jumelles de Fès, présentes à cet événement.

La participation de Montpellier, au-delà du renforcement des liens d'amitié qui l'unissent avec sa ville jumelle, permettra de renforcer le positionnement stratégique euro-méditerranéen de la ville et de sa métropole.

Délibération n°V2018-219

Cet évènement coïncidera avec la 24^{ème} édition du Festival des Musiques Sacrées du Monde.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder à Monsieur Abdi EL KANDOUSI, Conseiller Municipal, ainsi qu'à un représentant de l'administration qualifié, un mandat spécial pour le déplacement à Fès ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Ville, chapitre 936, pour un montant maximum de 1800 euros.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

Trois lieux gérés par la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville sont destinés à promouvoir auprès des citoyens, les cultures étrangères. En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment à la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales, d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux, des manifestations dédiées à l'international pour le grand public ;
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale, qui héberge, à la fois, des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale, de manière ponctuelle ou régulière ;

Délibération n°V2018-220

- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 21 décembre 2017, concernant les tarifs 2018, prévoit d'accorder la gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'accorder également la gratuité de salles pour les associations partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King, de manière ponctuelle, pour 12 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 12 969 euros.

NOM DE L'ASSOCIATION	DATE	OBJET DE LA RESERVATION	LIEU	VALORISATION / AVANTAGE EN NATURE
Association « Coup de soleil »	22/03/2018	Conférence « Israël/Palestine : la défaite du vainqueur »	Salle de réception Maison des Relations Internationales Nelson Mandela (MRI)	912 €
Association « Les Amis de Claude Henri Bartoli »	10 au 20/04/2018	Exposition « petits autels de la mémoire »	Salle de réception de la MRI (tarif à la quinzaine)	1317 €
Association les Sénégalais de l'Hérault	13/04/2018	Ouverture de la 22 ^{ème} édition de la semaine culturelle sénégalaise	Salle de réception de la MRI	912 €
Association « Collectif du 10 mai »	Du 10 au 23/06/2018	Exposition « l'Abolition de l'esclavage, 10 femmes puissantes »	Salle de réception Maison des Relations Internationales Nelson Mandela (MRI) Tarif à la quinzaine	1317 €
Collège Lycée « Cité Scolaire Françoise Combe »	Du 30/05 au 6/06/2018	Exposition « Alebrijes, correspondances plastiques »	Salle de réception Maison des	1317 €

			Relations Internationales Nelson Mandela (MRI) Tarif à la quinzaine	
Association France Israël	7/06/2018	Conférence sur l'année croisée France Israël « cuisine israélienne »	Salle de réception de la MRI	912 €
Association des Avocats Honoraires	14/06/2018	Réunion	Salle de réception de la MRI	912 €
Rotary Club de Montpellier	19/06/2018	Remise de prix	Salle de réception de la MRI	912 €
Association « Casa de España »	Du 18 au 22/06/2018	Exposition « Lumières et couleurs locales »	Salle de réception Maison des Relations Internationales Nelson Mandela (MRI) Tarif à la quinzaine	1317 €
Université Paul Valéry	20/06/2018	2 ^{ème} colloque international scientifique : « apprendre, transmettre, innover à l'Université »	Salle de réception de la MRI	912 €
Consul Général du Maroc	30/07/2018	19 ^{ème} anniversaire de l'intronisation de sa Majesté le Roi Mohamed VI	Salle de réception de la MRI	912 €
Association Ubik-Art	Du 3 au 15/09/2018	Exposition « les âmes en résonnance »	Salle de réception Maison des Relations Internationales Nelson Mandela (MRI) Tarif à la quinzaine	1317 €
			TOTAL	12 969 €

Ces occupations à titre gratuit constituent toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée, à ce titre, dans le compte des bénéficiaires, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau ci-dessus décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Luc ALBERNHE.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Approbation du rapport de la CLETC en date du 29 mai 2018

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°12297 du 19 juin 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

De nouveaux transferts de charges sont prévus en 2018.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLETC du 29 mai 2018. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport de CLETC, annexé à la présente délibération, est soumis à l'approbation des communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transferts, annexé à la présente délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CLETC du 29 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Montant des attributions de compensation provisoires 2018 de la Ville de Montpellier

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes-membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation (AC) a été notifié aux communes le 26 janvier 2018.

De nouveaux transferts de charges sont prévus en 2018.

Les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) se sont réunis le 29 mai 2018 afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation des charges nettes transférées à intégrer dans les attributions de compensation. Ces évaluations prennent en compte la mise à jour des AC voirie-espace public, le transfert de charges des aires d'accueil des gens du voyage (AAGV), le transfert de certaines charges concernant Montpellier, ainsi que le transfert de la médiathèque Jules Verne de Saint Jean de Védas. La CLETC a émis un avis favorable sur l'évaluation de ces charges transférées.

Compte tenu des nouvelles dispositions ouvertes par l'article 81 de la loi de finances rectificative pour 2016, il est aujourd'hui possible d'inscrire une part des AC en section d'investissement. Dans ce cadre, la CLETC du 29 mai 2018 a proposé aux communes membres d'établir une partie de l'AC 2018 en section d'investissement : en ce qui concerne la compétence voirie-espace public, les AAGV, l'extension de réseaux pour Montpellier ou encore la médiathèque Jules Verne pour Saint Jean de Védas.

Ainsi et conformément au rapport de CLETC joint au présent rapport pour information, il est proposé d'établir l'AC fonctionnement provisoire 2018 selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement provisoire 2018	Attribution de Compensation fonctionnement provisoire 2018
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	468 460,52	
Beaulieu	153 853,50	
Castelnau-le-Lez	2 126 479,83	
Castries	249 997,55	
Clapiers	587 385,33	
Cournonsec	85 601,42	
Cournonterral	527 253,16	
Fabrègues		142 606,71
Grabels	661 456,87	
Jacou	740 579,75	
Juvignac	1 924 868,69	
Lattes	481 000,04	
Lavérune		613 484,83
Le Crès	993 765,65	
Montaud	97 110,86	
Montferrier-sur-Lez	634 169,82	
Montpellier	41 226 615,07	
Murviel-lès-Montpellier	163 815,08	
Pérols	1 599 213,66	
Pignan	419 618,23	
Prades-le-Lez	719 631,29	
Restinclières	195 232,82	
Saint-Brès	194 839,17	
Saint-Drézéry	166 379,87	
Saint Geniès des Mourgues	190 263,43	
Saint Georges d'Orques	299 787,35	
Saint Jean de Védas	1 047 225,26	

Délibération n°V2018-222

Saussan	168 187,65	
Sussargues	237 847,33	
Vendargues		1 403 004,12
Villeneuve-lès-Maguelone	495 795,84	
TOTAL	56 856 435,04	2 159 095,66

Il est également proposé d'établir l'AC investissement provisoire 2018 selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation investissement provisoire 2018	Attribution de Compensation investissement provisoire 2018
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	94 905,00	
Beaulieu	22 780,00	
Castelnau-le-Lez	14 189,00	
Castries	92 053,00	
Clapiers	3 983,00	
Cournonsec	25 013,00	
Cournonterral	60 586,00	
Fabrègues	13 150,00	
Grabels	15 217,00	
Jacou	4 876,00	
Juvignac	217 537,00	
Lattes	380 986,00	
Lavérune	2 092,00	
Le Crès	133 070,00	
Montaud	18 683,00	
Montferrier-sur-Lez	2 616,00	
Montpellier	4 328 463,00	
Murviel-lès-Montpellier	23 413,00	
Pérols	338 200,00	
Pignan	74 343,00	
Prades-le-Lez	26 269,00	
Restinclières	16 365,00	
Saint-Brès	2 046,00	
Saint-Drézéry	39 378,00	
Saint Geniès des Mourgues	24 175,00	
Saint Georges d'Orques	10 773,00	
Saint Jean de Védas	257 051,00	
Saussan	1 066,00	
Sussargues	24 442,00	
Vendargues	12 391,00	
Villeneuve-lès-Maguelone	19 184,00	
TOTAL	6 299 295,00	0,00

Pour mémoire, en application de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, « le montant de l'AC et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de CLETC ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le montant de l'attribution de compensation provisoire 2018 tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément aux tableaux sus visés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Claire HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Autorisation accordée à la Trésorerie Municipale dans le cadre du recouvrement des recettes de la Ville de Montpellier

L'article R1617-24 du Code Général des Collectivités Territoriales, introduit par le Décret n° 2009-125 du 03/02/2009, précise que l'ordonnateur peut autoriser, temporairement ou de manière permanente, l'émission des commandements de payer et les actes de poursuites subséquents, selon des modalités qu'il arrête, après avoir recueilli l'avis du comptable.

Ce dispositif vise à simplifier les procédures de recouvrement à l'encontre des débiteurs des collectivités territoriales et des établissements publics locaux.

Par délibération n° 367 du 24 juillet 2014, le Conseil municipal a accordé une autorisation permanente à la Trésorière Municipale pour les recouvrements par Opposition à Tiers Détenteur inférieurs à 300 €.

Par délibération n° V2017/231 du 20 juillet 2017, le Conseil municipal a accordé une autorisation permanente à la Trésorerie Municipale pour le recouvrement par Opposition à Tiers Détenteur inférieurs à 2 000 €.

Afin de simplifier et d'améliorer le recouvrement des titres, il est proposé d'accorder à la Trésorière Municipale une autorisation permanente pour les recouvrements, quels que soient la nature des créances, la nature des poursuites et le montant de la créance poursuivie.

La dispense d'autorisation de poursuites est valable pour toute la durée du mandat, mais peut être reprise ou modifiée à tout moment par le Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder une autorisation permanente à la Trésorière Municipale pour poursuivre les recouvrements, quels que soient la nature des créances, la nature des poursuites et le montant de la créance poursuivie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération n° V2017-452

I- SERVICES A LA POPULATION

La délibération N°VD/2017/075 du conseil municipal du jeudi 30 Mars 2017 a autorisé la réhabilitation de la salle Feuillade et la création de la 23^{ème} Maison pour tous : **la Maison pour tous Louis Feuillade**.

Ce nouvel équipement ouvrira au public dans le courant du deuxième semestre 2018 et exploitera un cinéma. La Maison pour tous Louis Feuillade cible prioritairement la jeunesse et les familles.

Il est proposé les tarifs suivants :

Entrée cinéma : Maison pour tous Louis Feuillade	Tarifs 2018
Tarif individuel	6 €
Tarif réduit pour les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses	4 €
Tarif moins de 12 ans (enfants obligatoirement accompagnés)	3 €
Carte 5 places (non nominative et valable 1 an)	22,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma, lycéens et apprentis cinéma)	2,50 €
Tarif de groupe enfants (centres de loisirs, associations) / gratuité pour les accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	2,70 €
Tarif de groupe + 12 ans (associations / ASH Ado...) / gratuité pour les accompagnants (à raison d'1 pour 10)	3,50 €
Tarif individuel Pass Culture (convention CROUS)	4,50 €
Tarif CE / COSC	4,50 €
Fête du cinéma	3 €
Lunettes 3D	1 €

II- REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC : AUTOPARTAGE SANS STATION FIXE

L'autopartage permet à plusieurs personnes d'utiliser un véhicule commun à ses utilisateurs ou abonnés.

L'activité d'autopartage est définie par l'article L.1231-14 du code des transports comme :
« la mise en commun d'un véhicule ou d'une flotte de véhicules de transport terrestre à moteur au profit d'utilisateurs abonnés ou habilités par l'organisme ou la personne gestionnaire des véhicules. Chaque abonné ou utilisateur habilité peut accéder à un véhicule sans conducteur pour le trajet de son choix et pour une durée limitée. »

L'autopartage réduit la dépendance à la voiture et favorise le report vers d'autres modes de mobilité. En ce sens, il réduit la **consommation d'énergie** et les **émissions de polluants**. En outre, il permet de **libérer de l'espace urbain** utilisé auparavant pour le stationnement des véhicules. En 2016, **une voiture en autopartage remplace 5 voitures personnelles et libère 4 places de stationnement** (source ADEME).

La voiture partagée évite la fabrication de 6 à 8 voitures (soit 36 tonnes de CO₂ sur 10 ans) et la réduction du kilométrage effectué en voiture permet de réduire les émissions d'un abonné d'1,5 tonnes de CO₂/an.

Pour l'utilisateur, l'autopartage représente une économie de 2 000 €/an/personne (pour 5 000 km) par rapport à un véhicule particulier.

L'Etat a mis en place un cadre juridique pour favoriser le développement de l'autopartage avec la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle 2) et la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles (MAPTAM) ainsi que dans la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV).

Sans attendre le renforcement de son rôle par le législateur, la Ville de Montpellier avait instauré un tarif pour l'occupation de son domaine public par les opérateurs d'autopartage avec station fixe.

L'autopartage « sans station » se développe, il est donc proposé de mettre en place un tarif complémentaire :

	Unité	Tarifs 2018
Autopartage sans station fixe	/	30 €/an/véhicule

Ce tarif est applicable pour l'occupation du domaine public pour tous véhicules électriques en autopartage sans station fixe avec une emprise au sol réduite (inférieure à 3,5 m2).

III- REFACTURATION : OBLIGATION LEGALE DE DEBROUSSAILLEMENT

Le débroussaillage est un acte civique responsable et rendu obligatoire par l'article 131-6 du code forestier. Il constitue la meilleure protection contre le feu, en ralentissant sa propagation. C'est aussi le meilleur moyen de protéger sa maison et ses biens et faciliter l'accès des secours.

Dans l'Hérault, l'arrêté préfectoral du 11 mars 2013, oblige chaque propriétaire à débroussailler à 50 mètres de son habitation et à 5 mètres de part et d'autre des voies privées y donnant accès, y compris sur les propriétés voisines si nécessaire.

En zone urbaine, ZAC, camping et aire de caravanes, c'est la totalité du terrain qui doit être débroussaillé.

Les végétaux à couper sont les broussailles, les sous-bois (buissons et arbustes), les végétaux morts, les hautes herbes, les branches basses des arbres et toutes les essences les plus inflammables. Il est préférable de couper les végétaux ligneux (arbustes et arbres) en période hivernale et les plantes herbacées au printemps. Les travaux de débroussaillage en été où le risque incendie est le plus important (forte température et faible hygrométrie) sont à éviter.

En cas de non-respect de la loi portant obligation de débroussaillage, la Ville, après mise en demeure, procédera au débroussaillage d'office et facturera la prestation au propriétaire au tarif suivant :

Obligation Légale Débroussaillage (OLD)	Unité	Tarifs 2018
Travaux d'office de débroussaillage	/	suivant devis adjudicataire à la date de l'intervention + majoration de 8% pour frais de gestion

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les créations de tarifs proposées dans la présente délibération ;
- De préciser que les tarifs seront applicables dès notification ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michael DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances

Suite à la modification des statuts de l'association Montpellier Danse, la Ville de Montpellier ne dispose plus de représentants au Conseil d'administration de la structure. Les dispositions de la délibération n° 2016/080 du 25 février 2016 modifiée ayant désigné les représentants de la Ville au sein de cette instance sont donc abrogées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des conséquences de l'approbation des nouveaux statuts de l'association Montpellier Danse sur la représentation de la Ville de Montpellier au sein de la structure ;

- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Mise à disposition des salles municipales à tarif réduit ou gratuit

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 21 décembre 2017 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 21 décembre 2017 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité ;
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes ;
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 21 décembre 2017 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 152 structures, pour un montant total de subventions en nature valorisable de 252 039 €.

Date	Ressource	Organisme	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
01/02/2018	SALLE DES RENCONTRES avec office	ANCOVART	3300	52	3248
01/02/2018	SALLE PETRARQUE	Maison de Heidelberg	620	31	589
02/02/2018	SALON DU BELVEDERE	UFC Que Choisir	320	31	289
03/02/2018	SALLE PETRARQUE	Association des Unions Régionales des Arts de la Langue-AURAL	620	31	589
03/02/2018	Salle de réceptions Grammont	Association des Unions Régionales des Arts de la Langue-AURAL	2060	52	2008
03/02/2018	Salle Guillaume de Nogaret	VIATGE	320	31	289
04/02/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Centre Communautaire et Culturel Juif	620	62	558
09/02/2018	Salle de réceptions Grammont	Centre Equestre Municipal Montpellier Grammont	2060	52	2008
11/02/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Les Artistes d'Alice Stern	912	62	850
11/02/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Maison des Tiers Mondes Solidarité Internationale	620	0	620
13/02/2018	CENTRE RABELAIS	Association Vivre sans thyroïde	1340	52	1288
17/02/2018	SALLE DES RENCONTRES	Amitié Franco-Vietnamienne Comité Hérault	3300	0	3300
17/02/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association des Béninois de Montpellier	456	31	425
17/02/2018	SALON DU BELVEDERE	Les Amis de la Sicile	320	31	289
17/02/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Tourisme et Culture de l'Hérault - La Poste et France Telecom	320	31	289
23/02/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Montpellier Cuba Solidarité	456	31	425
24/02/2018	Salle Jules PAGEZY	Association des Etudiants Vietnamiens	1650	0	1650
25/02/2018	Salle de réceptions Grammont	FNATH Accidentés de la Vie Section Montpellier	3040	104	2936
27/02/2018	SALLE PETRARQUE	DU de Musicothérapie	620	31	589
02/03/2018	Salle Jules PAGEZY	Association des Etudiants et Chercheurs chinois de l'Université de	1650	0	1650
03/03/2018	Salle Jules PAGEZY	Association AKAMA	1650	52	1598
05/03/2018	SALON DU BELVEDERE	Association Nationale des Assistants de Service Social	320	31	289
09/03/2018	SALLE PETRARQUE	IDilettanti	620	310	310
10/03/2018	SALON DU BELVEDERE	Vaincre la Mucoviscidose	320	31	289
15/03/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Génération futures	456	31	425
16/03/2018	CENTRE RABELAIS	AFREE	1340	670	670
16/03/2018	SALLE PETRARQUE	ATD Quart-Monde Comité de Montpellier	620	0	620
17/03/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association MALAKURDA	320	160	160
19/03/2018	CENTRE RABELAIS	UNAFAM 34	1340	52	1288
20/03/2018	Salle de réceptions Grammont	Assemblée Spirituelle des Baha'is de Montpellier	2060	52	2008
20/03/2018	Salle Jules PAGEZY	Association La Mêlée	1650	52	1598
21/03/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	IDRAC	456	31	425
22/03/2018	SALLE DES RENCONTRES avec office	CHU DE MONTPELLIER	3300	0	3300
22/03/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	320	31	289
22/03/2018	Salle de réceptions Grammont	Université de Montpellier	2060	52	2008
24/03/2018	Salle de réceptions Grammont	Club Sportif des Sourds de Montpellier (section Football)	2060	52	2008
24/03/2018	CENTRE RABELAIS	Université Paul Valéry	1340	670	670
25/03/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Montpellier Scrabble	620	62	558
26/03/2018	Salle Jules PAGEZY	ECOLE SUPERIEURE DES BEAUX-ARTS	1650	52	1598

29/03/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Arceaux Vie Active	320	31	289
29/03/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Chevaliers de la Gaule Montpellier Pêche	456	31	425
29/03/2018	Salle Jules PAGEZY	Mutualité Fonction Publique	1650	52	1598
29/03/2018	SALON DU BELVEDERE	NIF T	320	31	289
04/04/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Femmes Actives Mouv	320	31	289
05/04/2018	Salle Jules PAGEZY	ESPOIR MEDITERRANEEN	1650	52	1598
06/04/2018	Salle Jules PAGEZY	Association des Etudiants de Polynésie Française	1650	825	825
06/04/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	UNICEF Hérault	456	0	456
06/04/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Université Montpellier III	320	31	289
07/04/2018	SALON DU BELVEDERE	Association Lacanienne LR	320	160	160
07/04/2018	Salle de réceptions Grammont	Chemin des Cimes	2060	52	2008
07/04/2018	CENTRE RABELAIS	Lions Club Montpellier La Sérane	1340	0	1340
08/04/2018	Salle de réceptions Grammont	La Baronnie de Caravètes	3040	104	2936
08/04/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Natyamandir Danses de l'Inde Ex Leela Festival	620	0	620
09/04/2018	CENTRE RABELAIS	CEMEA - Centre d'Entraînement Méthodes Education Active	1340	52	1288
10/04/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	CEMEA - Centre d'Entraînement Méthodes Education Active	456	31	425
11/04/2018	SALON DU BELVEDERE	Association pour la Taxation des Transactions Financières - ATTA	320	31	289
12/04/2018	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	320	31	289
14/04/2018	Salle Jules PAGEZY	Association des Sénégalais de l'Hérault	1650	825	825
14/04/2018	SALON DU BELVEDERE	Association Identités et Partage	320	160	160
22/04/2018	Salle de réceptions Grammont	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER EVASION	3040	104	2936
24/04/2018	Salle Jules PAGEZY	ANR - HERAULT	1650	52	1598
26/04/2018	SALLE PETRARQUE	KAWSAY PACHA	620	31	589
27/04/2018	Salle Jules PAGEZY	MUSISCENE	1650	52	1598
28/04/2018	SALON DU BELVEDERE	IDRAC	320	0	320
02/05/2018	SALON DU BELVEDERE	Association départementale des Anciens Combattants et Prisonniers	320	31	289
03/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	320	31	289
03/05/2018	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Musée Fabre	320	31	289
04/05/2018	SALON DU BELVEDERE	Association des Donneurs de Voix	320	31	289
04/05/2018	Salle Jules PAGEZY	Association Humanitaire de Montpellier	1650	0	1650
04/05/2018	SALLE PETRARQUE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	620	31	589
05/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	AFEP	320	160	160
14/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association le Refuge	320	31	289
15/05/2018	SALLE DES RENCONTRES avec office	Congrès AITF	3300	52	3248
17/05/2018	Salle Jules PAGEZY	Association Générale Sourds Montpellier Région	1650	52	1598
18/05/2018	SALLE PETRARQUE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	620	31	589
18/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	INSTITUT MAMONIDE	320	31	289
19/05/2018	SALLE PETRARQUE	A portée d'Arts	620	31	589
19/05/2018	Salle Jules PAGEZY	La Gamiga Lengadociana	1650	52	1598
20/05/2018	Salle de réceptions Grammont	La Gamiga Lengadociana	3040	104	2936

25/05/2018	Salle Jules PAGEZY	Ecole élémentaire Alain SAVARY	1650	52	1598
26/05/2018	Salle Jules PAGEZY	Association AKMA	1650	52	1598
26/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association Générale Sourds Montpellier Région	320	31	289
27/05/2018	Salle de réceptions Grammont	Asso des Parents et futurs parents Gays et Lesbiens	3040	104	2936
30/05/2018	CENTRE RABELAIS	Cercle Napoléonien de Montpellier	1340	52	1288
30/05/2018	SALLE PETRARQUE	Université Paul Valéry	620	31	589
31/05/2018	SALON DU BELVEDERE	British Cultural Association	320	31	289
31/05/2018	SALLE PETRARQUE	Compagnie Nationale des Experts Immobiliers	620	310	310
31/05/2018	CENTRE RABELAIS	SPIP 34 - Ministère de la Justice	1340	52	1288
01/06/2018	SALLE PETRARQUE	Association des élèves de l'école internationale Tunon	620	31	589
01/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Handic'Art	2060	52	
05/06/2018	Salle de réceptions Grammont	CHU DE MONTPELLIER	2060	52	2008
05/06/2018	Salle Jules PAGEZY	Ecole Marie Curie	1650	52	1598
07/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Comité Liaison des Associations de Personnes Handicapées	2060	52	2008
08/06/2018	Salle Jules PAGEZY	Association Culturelle Flamenco	1650	52	1598
08/06/2018	SALLE PETRARQUE	Les Francas de l'Hérault	620	31	589
09/06/2018	CENTRE RABELAIS	AMHG	1340	52	1288
09/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Eglise Protestante Malgache en France	320	31	289
09/06/2018	Salle Jules PAGEZY	La Baronnie de Caravètes	1650	52	1598
10/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Aide aux Cancers et Leucémies chez l'Enfant - La Clé	3040	0	3040
12/06/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	American Women's Group	456	31	425
13/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Ouest	320	31	289
14/06/2018	SALON DU BELVEDERE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	320	31	289
15/06/2018	CENTRE RABELAIS	Conseil de l'Ordre des Avocats - Barreau de Montpellier	1340	52	1288
16/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	RIGPA EUROPE	320	160	160
16/06/2018	SALON DU BELVEDERE	SFP-APA	320	31	289
17/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Fraternité Corse	3040	104	2936
18/06/2018	Salle Jules PAGEZY	École Élémentaire Publique Jules Simon	1650	52	1598
18/06/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Ecole Sécurité Environnement Qualité	456	31	425
18/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	FEU LIQUIDE	320	31	289
19/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association GAMMES	320	31	289
19/06/2018	Salle Jules PAGEZY	Ecole Berthe Morisot	1650	52	1598
20/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Ouest	320	31	289
20/06/2018	SALON DU BELVEDERE	Association Elèves de CPGE Cachan	320	31	289
20/06/2018	Salle de réceptions Grammont	GHP Groupement pour l'insertion des Handicapés Physiques LR	2060	52	2008
22/06/2018	Salle Jules PAGEZY	AMERICA	1650	52	1598
24/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret		620	310	310
10 et 11/03/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association Philatélique Montpelliéraine	930	93	837
03 et 04/02/2018	SALLE DES RENCONTRES	ECHECS CLUB MONTPELLIER	5825	156	5669
05, 06 et 07/05/2018	SALON DU BELVEDERE	Les Boutographies	1260	124	1136

05/03 et 14/05/2018	SALLE PETRARQUE	Association des Officiers de Réserve de la Marine Nationale	1240		1240
06 et 12/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Jazz à Tous les Etages	4120	104	4016
07 et 14/06/2018	CENTRE RABELAIS	ADAGES - ITEP Bourneville	2680	104	2576
09, 10 et 11/03/2018	CENTRE RABELAIS+ vacation projection	C'Est Rare Film	5763	2158,5	3604,5
10 et 11/02/2018	SALLE DES RENCONTRES	Montpellier Scrabble	5825	104	5721
12/02; 07/05; 11/05; 10/09; 12/11	CENTRE RABELAIS+vacation projection	KINO MONTPELLIER	9624	474	9150
12/02; 09/04; 05/06; 05/07; 05/09/2018	SALLE PETRARQUE	INSTITUT MAIMONIDE	3100	155	2945
13 et 14/04/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Centre de Documentation Tiers-Monde	912	0	912
13, 14 et 15/04/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Secours Populaire Français (Antenne Pompignane)	1260	0	1260
13, 14 et 15/06/2018	Salle Jules PAGEZY	Association Nationale des Internes en Médecine du Travail	4950	156	4794
14 et 15/04/2018	SALLE DES RENCONTRES	Rotary Club Montpellier Rabelais	5825	156	5669
15/02; 13/03; 05/04; 17/05 /2018	Salle Guillaume de Nogaret	Rencontres Marx	1280	124	1156
15/03; 24/04/ 2018	SALLE PETRARQUE	Cercle Napoléonien de Montpellier	1240	62	1178
17 au 19/05/2018	CENTRE RABELAIS+vacation projection	Collectif ALBA Amérique Latine	4812	237	4575
17 et 18/03/2018	SALLE DES RENCONTRES+office	Euro-Grèce France	7350	156	7194
20 et 21/05/2018	Salle Jules PAGEZY	Bridge Club Montpellierain	4060	2030	2030
20/02; 13/03; 10/04; 09/10; 06/11	Salle Jules PAGEZY	Comité des Fêtes de la Ville de Montpellier	9900	4950	4950
22 et 23/02/2018	SALON DU BELVEDERE	Récits d'Ailleurs	640	320	320
23, 24 et 25/03/2018	Salle Jules PAGEZY	Manoir du Crime	5330	1892	3438
24/02 et 24/03/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association des Sénégalais de l'Hérault	912	62	850
25 et 26/06/2018	SALLE PETRARQUE	Centre Sri Chinmoy	1240	62	1178
26/03; 27/03; 29/03; 30/03; 03/04	CENTRE RABELAIS+ vacation projection	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier	14436	632	13804
27, 28 et 29/04/2018	Salle Guillaume de Nogaret	SAKANE EXPO	1260	630	630
27/03 et 26/06/2018	SALLE DES RENCONTRES	Etablissement Français du Sang	5570	0	5570
28/06 et 20/12/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Agence Locale de l'Energie	640	62	578
29/01 et 22/03/2018	Salle Jules PAGEZY	Amicale des Retraités Municipaux	3300	104	3196
30/06 et 01/07/2018	Salle Jules PAGEZY	Société Chimique de France - SCF - LR	3680	156	3524
du 11 au 22/06/2018	SALLE PETRARQUE	Université du Tiers Temps	8060	403	7657
du 18 au 22/04/2018	SALON DU BELVEDERE	AGROPOLIS INTERNATIONAL	1900	186	1714
du 19 au 22/04/2018	CENTRE RABELAIS	AGROPOLIS INTERNATIONAL	4710	260	4450
du 19 au 22/04/2018	Salle Jules PAGEZY	GRANDE LOGE MIXTE DE FRANCE-FEDERATION OLYMPE DI	6980	260	6720
du 30/06 au 04/07/2018	SALLE PETRARQUE	Société Chimique de France - SCF - LR	1900	186	1714
les 07,11 et 12/04/2018	Salle Jules PAGEZY	Association ARPAC	4950	156	4794
			279620	25573,5	252039

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 36 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 19 voix

M. Luc ALBERNHE, Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Mylène CHARDES, Mme Perla DANAN, M. Jean-Marc DI RUGGIERO, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Nicole LIZA, M. Mustapha MAJDOUL, M. Jérémie MALEK, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, M. Patrick RIVAS, M. Philippe SAUREL, Mme Séverine SCUDIER, M. Sauveur TORTORICI, M. Bernard TRAVIER, Mme Annie YAGUE, M. Rabii YOUSSEUS.

Pour extrait conforme
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Hôtel Baudan de Varennes
Hôtel Baschy-du-Cayla**

Autorisation de classement au titre des Monuments Historiques

La Ville de Montpellier est propriétaire de plusieurs immeubles classés ou inscrits au titre des Monuments Historiques parmi lesquels sont recensés notamment, les Hôtels particuliers « Baudan de Varennes » sis 2 place Pétrarque et « Baschy-du-Cayla », sis 1 rue Embouque d'Or.

L'Hôtel Baudan de Varennes, demeure médiévale, objet d'une rénovation au XVIIIème siècle, a été depuis, mis en valeur par une restauration de type muséale. Cette architecture particulière lui a valu une inscription, pour les parties façades et toiture, à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques par arrêté ministériel du 18 octobre 1944.

L'Hôtel Baschy-du-Cayla, dans sa constitution actuelle, a été construit en 1755 à la demande du Comte Baschy-du-Cayla, sur l'emplacement d'une maison du XVIème siècle. Cet immeuble a également fait l'objet d'une inscription à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques, par arrêté ministériel du 26 juillet 1990 concernant les parties : façades, toiture, porche d'entrée avec son escalier à vis évidée ainsi que le grand escalier, la salle à manger et son décor de gypseries.

Lors de sa séance du 23 janvier 2018, la Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture (CRPS) a examiné le dossier relatif à la protection au titre des Monuments Historiques des hôtels précités et a émis un avis favorable au classement, en totalité, de ces bâtiments communaux.

A la suite du vœu exprimé par la CRPS, l'Etat, Direction Régionale des Affaires culturelles, représenté par le Préfet de la Région d'Occitanie, souhaite proposer à un prochain ordre du jour de la Commission Nationale des Monuments Historiques, le classement des hôtels Baudan de Varennes et Baschy-du-Cayla.

Conformément à l'article L.621-5 du Code du Patrimoine, le classement Monument Historique de ces sites nécessite l'accord de la Ville de Montpellier. En effet, le propriétaire d'un immeuble dont l'Administration instruit une proposition de classement doit formuler son accord de manière explicite préalablement à l'intervention de la décision prise par le Ministre chargé de la Culture.

Compte tenu de l'intérêt que représente cette proposition visant à l'amélioration de la protection du Patrimoine de la Ville, après examen, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le classement, en totalité, des hôtels particuliers Baudan de Varennes et Baschy-du-Cayla au titre des Monuments Historiques ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémy MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier
19 rue Lallemand
Autorisation de signer le contrat de location**

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire des bâtiments situés au 19 rue Lallemand, comprenant notamment, un immeuble d'un étage, d'une superficie d'environ 70 m², affecté à des activités en lien avec la vie du quartier.

Dans le cadre de sa politique de mise à disposition de locaux à des associations au cœur des quartiers, la Ville a conclu avec la Métropole un contrat de location concernant ces bâtiments depuis le 01/10/2003 pour une durée de 10 ans jusqu'au 30/09/2013. Depuis, des conventions annuelles ont été établies.

Par décision n° MD 2018-219 du 26 mars 2018, Montpellier Méditerranée Métropole accepte de mettre à disposition de la Ville de Montpellier les locaux précités, à compter du 7 avril 2018, pour une durée d'un an supplémentaire, moyennant un loyer annuel, hors charges, de 8 308 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le contrat de location des locaux cités ci-dessus entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, moyennant un loyer annuel hors charges, de 8 308€ ;
- De dire que ce contrat de location est conclu à compter du 7 avril 2018 pour une durée d'un an, soit jusqu'au 6 avril 2019 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 930.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet Convention 3M-Ville 19 rue Lallemand 2017-2018.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.